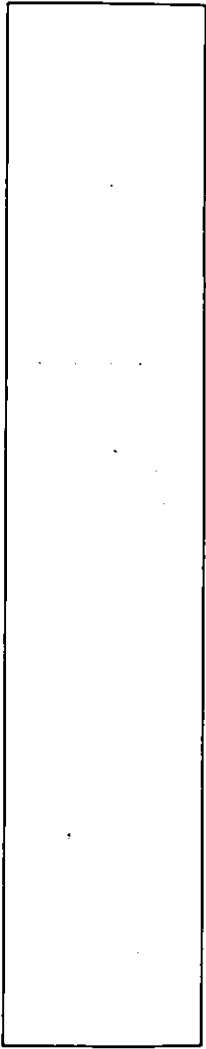


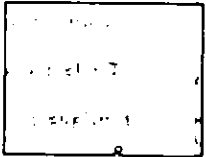
# FRANCE

Mars 1961 - N° 311,50 NF.

# FORUM



*Vers une grande  
construction  
franco-maghrébine*



## LES ETUDIANTS S'INTERESSENT A FRANCE-FORUM

Etudiant en Science Politique et en Droit, j'ai eu l'occasion de lire les numéros de janvier et de février 1961 de votre revue *France-Forum*, que m'a prêté un ami qui est abonné. Heureusement surpris par la qualité de votre revue et vivement intéressé par ses articles, j'aimerais également m'y abonner.

H.-P. W. (Paris).

## PAS TOUJOURS D'ACCORD

Je renouvelle volontiers mon abonnement à *France-Forum* bien que le vieux réactionnaire que je suis au sein de notre Mouvement ne soit pas toujours d'accord avec vos positions...

Vous êtes tout de même une des rares revues politiques françaises où l'on essaie d'engager un dialogue honnête alors que tant d'autres faux dialogues entre faux démocrates et vrais partisans du monde concentrationnaire s'installent ou plutôt font semblant de s'installer.

Je considère que *France-Forum* est un des derniers organes libres d'une pensée libre à une époque où les gens ont peur de penser librement et se ruent vers tous les conformismes et toutes les formes de la pensée collective. Ainsi et bien que je considère en tant qu'« ultra », c'est-à-dire adversaire de l'Algérie algérienne et partisan arriéré de l'Algérie française que le M.R.P. en faisant crédit à l'illusion gaulliste commet une lourde erreur dont il faudra bientôt se dégager, c'est encore avec vous que je me considère comme le plus en harmonie et vous prie d'agréer l'expression de ma fidèle amitié.

Barthélemy OTT,  
ancien député  
et ancien sénateur M.R.P.

## POUR UNE DEMOCRATIE MODERNE ET VIVANTE

La création d'un Comité d'études et de confrontation annoncée dans le dernier numéro de *France-Forum* est une initiative opportune, qui ne peut qu'étendre le champ d'action de la revue.

« La démocratie sera à refaire après de Gaulle », disiez-vous dans un récent éditorial. Il paraît difficile que les partis dans leur forme traditionnelle assument cette mission. Ils se sont usés dans les jeux stériles et les valeurs démocratiques qu'ils se devaient de promouvoir ont été vidées de leur substance. Depuis que le général de Gaulle préside aux destinées de l'Etat, sa fascinante personnalité a singulièrement amoindri l'esprit démocratique des citoyens. L'opinion est devenue amorphe. Les pouvoirs de l'exécutif s'accroissent tandis qu'à l'inverse le Parlement est réduit à une chambre d'enregistrement. Les mécanismes constitutionnels sont en veilleuse.

Aussi, les démocrates sincères se posent des questions sur l'avenir de la démocratie qu'ils n'envisagent pas sans inquiétude. Les problèmes économiques et sociaux doivent être abordés avec franchise et hardiesse en vue de réaliser la démocratie dans les faits. Des hommes pourvus de responsabilités sentent le besoin de collaborer, de dialoguer par delà les partis et leur stagnation. Des colloques et débats rassemblent depuis quelque temps des hommes de pensées diverses. Ce sont des moyens d'action politique dont l'importance n'est pas à souligner. Ceux institués par *France-Forum* contribuent pour une large part à cette prise de conscience des

problèmes en vue d'y apporter des solutions constructives.

Je ne peux à cet égard qu'applaudir à l'élargissement de cette formule par la création d'un Comité d'études et de confrontation groupant des personnalités venues d'horizons divers : syndicalistes, universitaires, hommes politiques, journalistes, etc., dont la mission sera de rechercher dans un esprit de libre recherche et de large confrontation « comment construire une démocratie moderne et vivante ».

Cette initiative sera, j'en suis persuadé, accueillie avec la plus grande sympathie par tous ceux qui partagent le même idéal.

F. NICOLAS (Paris).

## CERCLE FRANCE-FORUM

Le 8 mars, le Cercle *France-Forum* d'Aurillac s'est réuni pour entendre un exposé de M. De Tinguy du Pouët sur le droit de propriété, ses différentes formes, ses limites.

## SI LA REVUE VOUS INTERESSE

*Pour augmenter son rayonnement et sa diffusion :*

*Vous êtes-vous abonné ?*

*Avez-vous fait :*

— *Un nouvel abonné ?*

— *Offert un abonnement à un ami ?*

*N'oubliez pas que l'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnées.*

Pour faire connaître

**FRANCE-FORUM**

Demandez

des numéros spécimens  
qui vous seront adressés

**GRATUITEMENT**

## FRANCE-FORUM Comité d'Études et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN, Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DUBOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE, Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

**PHOTOS**

Couverture : Dalmas.

Forum : L. Prat.

Etude : Belzeaux.

Musique : Magnum.

# FRANCE

---

# FORUM

## COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Jean Lecanuet, Henri Bourbon.

24 bis, boulevard Saint-Germain - Paris (V°)  
C.C.P. Paris 14-788-84. Tél. ODEon 70-83

Prix de vente au numéro ..... 1,50 NF  
Abonnement : 8 numéros par an... 10 NF

## SOMMAIRE

N° 31 - MARS 1961 - 1,50 NF.

### EDITORIAL

*La vraie « nouvelle vague » et la politique*, PAR BERNARD LAMBERT ..... 3

### AU FORUM

*L'Europe politique, ses problèmes, ses perspectives*, AVEC MAURICE BLIN,  
ANDRE CHANDERNAGOR, MAURICE FAURE, CHRISTIAN DE LA MALENE,  
ALAIN POHER ..... 4

### PROBLEMES

*La crise des partis en France*, PAR ANDRE PHILIP ..... 14

### ETUDE

*L'action sur l'homme à l'ère du cinéma et de la télévision*, PAR GILBERT  
COHEN-SEAT ET PIERRE FOUGEYROLLAS ..... 17

### QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

*« Séduction marxiste » et pays en voie de développement* PAR PHILIPPE  
FARINE ..... 21

### HISTOIRE

*Habib Bourguiba et la France de 1956 à 1961*, PAR JEAN LACOUTURE ..... 24

### NOS CHRONIQUES

CINEMA : Interview d'Edgar Morin ..... 27

FUSIQUE : La musique soviétique contemporaine, par Claude Samuel ..... 29

### POLEMIQUES ET DIALOGUES

### PROPOS DE NOTRE TEMPS

*Les hérétiques*, PAR ETIENNE BORNE ..... 34

### NOTES DE LECTURE

*De la dictature de M. Duverger*, par René Rémond. .... 30

*La démocratie, une idée neuve de J. Rovin*, par Jean Aubry ..... 30

*La politique extérieure des U.S.A. de J.-B. Duroselle*, par Jacques Blot .... 31

*L'histoire de la bourgeoisie en France de R. Pernoud*, par Henri Bourbon .. 31



**La République est à réinventer**

**L**E mot est de François Mauriac qui vient de prendre parti dans la querelle constitutionnelle avec ces raisons du cœur et de l'imagination qui lui sont propres et qui valent bien les arguments des juristes. La question partout posée est de savoir si l'Etat moderne, pour être à la fois populaire et efficace, ne doit pas cesser d'être anonyme pour prendre figure humaine. Les avocats d'un régime présidentiel à l'américaine se font de plus en plus nombreux et ils se prononcent en général pour un Président à la fois chef d'Etat et chef du gouvernement, qui serait élu directement au suffrage universel. La thèse fait beaucoup de disciples à gauche, et dans cette gauche qui conteste la V<sup>e</sup> République tout en subissant l'envoûtement de la première Présidence princière qui dans l'histoire de France n'annonce ni coup d'Etat, ni Césarisme, ni Empire. Le parti communiste, il est vrai, plus conservateur que jamais, se défie de ces pensées novatrices et montre beaucoup de hargne pour un système qui lui permettrait pourtant de se placer en position d'arbitre dans l'éventuel second tour d'une élection présidentielle remise au vote populaire.

Quoi que valent en eux-mêmes ces projets, ils sont un symptôme de cette crise constitutionnelle continuée qu'est la V<sup>e</sup> République. Le pays a approuvé les institutions, en même temps qu'il faisait confiance au général de Gaulle, les prenant par dessus le marché comme on fait d'une prime ou d'un supplément gratuits dans le commerce sans trop regarder au détail ni à l'avenir. Or à l'usage, si la Présidence de la République a fait la preuve qu'elle était le moteur et s'il est permis d'ajouter la métaphysique à la mécanique, le premier moteur du nouveau régime, la fonction de Premier Ministre, bien qu'elle ne soit pas nominale vacante, n'a guère été capable de passer de l'essence constitutionnelle à l'existence politique libre et autonome ; bien plus le semblant de réalité qu'elle a parfois revêtu s'est exercé hors mesure comme si le principal musicien suivait mal le chef d'orchestre et ses vulgarisations claires et plates des grandes intentions élyséennes ont été surtout en matière algérienne autant de fâcheux contre-sens. On songe à un Mercure faisant les commissions de l'Olympe à grands coups de maladresses prétentieuses qu'il faut sans cesse réparer ou rattraper par intervention directe d'en haut. D'où l'idée trop naturelle de supprimer, suivant les lois de toutes les évolutions biologiques ou sociologiques, l'organe parasite inutile ou dangereux. Sans compter que dans un véritable régime présidentiel, les assemblées ont une existence authentique et légifèrent avec indépendance : on comprend alors que nombre de parlementaires aspiront à l'abolition du parlementarisme proprement dit dans un régime présidentiel, pour que la condition de représentant du peuple retrouve consistance et dignité. Si un tel système est dans les esprits, il faut en chercher la raison dans le fonctionnement républicainement approximatif de la V<sup>e</sup> République.

Le danger d'un tel régime serait que les opinions et les passions y soient déterminées par les antagonismes d'hommes-vedettes beaucoup plus que par les confrontations d'idées et les affrontements de valeurs, ce qui risquerait d'accentuer la dépolitisation dont souffre la France. Le recours au système présidentiel a quelque chose de ce saut dans l'inconnu auquel Lamartine conviait ro-

mantiquement les républicains de 48. On voudrait ne pas désespérer tout à fait de la V<sup>e</sup> République et adhérer au souhait de M. R. Simonnet qui, dans un article partout cité, en appelait à une vivification des institutions actuelles. « *Que la France, disait-il, ait un vrai gouvernement et un vrai parlement ; que de Gaulle rende les institutions vivantes* ». Mais n'est-ce pas la personnalité du Général qui stérilise ces institutions et n'y a-t-il pas un excès d'optimisme à lui demander de se conduire en père exemplaire en travaillant à se rendre inutile ?

**La gauche et l'Algérie**

**A**U moment où nous mettons sous presse, la négociation algérienne paraît imminente, et bien qu'on ait beaucoup à dire sur ce sujet, on respectera la consigne du silence qui nous est demandée par les autorisés. On remarquera seulement que les clameurs contrastées de la droite et de la gauche n'ont guère fait les affaires de la paix. La droite a entretenu des espoirs anachroniques, irréalistes, condamnés par l'état actuel du monde. La gauche a trop souvent fait siennes toutes les thèses du F.L.N., sans se rendre assez compte qu'elle donnait ainsi des armes aux jusqu'au-boutistes de la rébellion. Présenter le général de Gaulle comme prisonnier des forces bellicistes et parler de lui imposer la négociation à coup de meetings et de manifestes, c'est naïveté ou machiavélisme, car on ignore tout du fond des choses ou on ose espérer que la guerre d'Algérie emportera le général et un régime détesté. Une gauche digne de ses idéaux aurait eu à honneur d'énoncer avec un certain éclat quelles sont les conditions minima sur lesquelles un gouvernement français, quel qu'il soit, ne saurait transiger dans une négociation avec le F.L.N. Lorsque M. Mendès-France, au temps où il était un homme d'Etat, est allé à Genève achever une négociation commencée par d'autres, il n'a pas omis de dire assez haut qu'en cas d'échec, la France ne démissionnerait pas et qu'elle enverrait plutôt le contingent en Indochine. La paix des braves, disait quelqu'un. Qu'on comprenne que la maxime vaut pour tout le monde, de chaque côté de la table.

**Le comble du marxisme**

**L**A critique de la Raison dialectique — analysée par François Fejtó dans le dernier numéro de « France-Forum » — est une œuvre sérieuse jusqu'au pédantisme, mais n'est pas sans présenter quelques détails divertissants. On sait que Jean-Paul Sartre fait mine de s'y convertir à un marxisme ressuscité par l'existentialisme et capable alors des plus grands exploits idéologiques : par exemple d'expliquer par la lutte des classes la manière souvent austère dont l'homme de l'« humanisme bourgeois » traite son corps ; car, assimilant l'ouvrier à un corps sans esprit, et son propre corps à la classe ouvrière, le bourgeois exerce en tyrannissant son corps un acte d'oppression sociale. Et du bourgeois à la bourgeoise la conséquence est bonne : la femme du bourgeois en effet, décide notre docteur, se veut frigide pour mieux mépriser et haïr l'ouvrier à travers la haine et le mépris qu'elle a pour son propre corps. Un existentialisme qui pousse ainsi le marxisme à son comble ne le caricature-t-il pas de la manière la plus provocante ? Et comme les censeurs du communisme ont raison de maintenir contre J.-P. Sartre les rigueurs de l'index.

# La vraie "Nouvelle Vague" et la politique

par Bernard LAMBERT

**N**EE dans l'enthousiasme de la Libération, la IV<sup>e</sup> République est morte sans avoir été défendue. Son bilan est loin d'être négatif, mais elle n'a pas su faire participer réellement le peuple à ses réalisations. Le « jeu politique », devenu abstrait, byzantin, n'intéressait plus la masse des citoyens. Qu'était la politique, en effet, sinon un univers clos, ayant ses propres lois, ses propres mœurs ? Le peuple n'a point défendu cette République dans laquelle il ne se reconnaissait plus. Les partis politiques lui ont servi de boucs émissaires.

Depuis, nous avons fait l'expérience du régime gaulliste dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il ne favorise ni la prise de conscience ni l'expression démocratique. Les partis politiques ont-ils regagné pendant ce temps une partie de l'audience perdue ? Alors que les instruments actifs du contrôle démocratique, tel le Parlement, se trouvaient dévitalisés, ont-ils entrepris la réforme de leurs structures, de leurs méthodes ? Il semble plutôt que la tradition l'ait emporté et que les anciennes habitudes aient repris le dessus. Mais puisqu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, les jeunes générations doivent sans relâche poser le problème des liaisons entre le peuple et le pouvoir.

Les partis politiques représentent des rouages essentiels dans le fonctionnement d'une démocratie moderne. Ils constituent pour les citoyens le seul moyen de participer activement à la gestion des affaires publiques. Leur affaiblissement est étroitement lié à la perte du sens civique et démocratique. Leur disparition est toujours le signe de l'avènement d'un régime autoritaire.

Mais l'affirmation du rôle fondamental des partis en régime démocratique va de pair avec la constatation qu'ils sont, pour une large part, responsables du discrédit qui pèse sur eux. Ils ne sont pas parvenus à s'enraciner dans la Nation. En se trouvant coupés du pays réel, ils sont devenus des corps étrangers à celui-ci. La catégorie des militants politiques, qui a souvent la tâche ingrate de justifier les positions prises par les parlementaires, sans avoir de part suffisante dans l'élaboration des décisions, s'est donc située à côté de celle des militants syndicalistes, familiaux et autres. Alors qu'il y a un siècle, les Français, privés du droit d'association, n'avaient, pour exprimer leurs revendications, que les partis politiques, les lois de 1884 et de 1901 sur les syndicats et associations ont transformé la substance politique du pays. Chez les ouvriers et les paysans, en particulier, qui représentent plus de la moitié des habitants de ce pays, les organisations professionnelles et familiales ont permis aux éléments les plus valables de ces milieux, autodidactes pour la plupart, de réaliser leur promotion en exerçant des responsabilités sociologiques et d'exprimer avec le maximum d'exactitude les soucis, les désirs du milieu qui les avait choisis. Au fond, ces responsables incarnent mieux que quiconque les milieux populaires, c'est-à-dire le pays réel.

Pendant ce temps, les partis politiques ont conservé une organisation ne faisant pas de place spéciale et de droit aux corps sociologiques organisés. Ils se comportent, suivant la tradition bourgeoise du 19<sup>e</sup> siècle, comme si la France politique était composée de 44 millions de citoyens isolés les uns des autres, inorganisés. Le temps du citoyen abstrait, considéré en soi, intemporel et indéterminé est terminé. Il faudra bien, pour faire vivre une démocratie politique permanente, définir statutairement le nombre et la qualification de chacun des membres des organes de direction des partis. Cette représentation numérique, équivalente à l'importance des milieux populaires, ne serait guère valable si elle ne s'appuyait pas sur la compétence. Il faut donc que les hommes à qui l'on fera appel soient

responsables et promoteurs d'une action dans leur propre milieu. C'est évidemment à titre personnel que se réalisera leur engagement politique, l'organisation syndicale ou familiale conservant son autonomie.

Certains diront : pourquoi insister aussi vivement sur des formes de structures somme toute secondaires, alors que nous avons besoin tout d'abord d'un programme solide ? Et est-ce bien démocratique de prévoir des places de droit aux échelons de direction pour certaines catégories sociales ?

L'erreur traditionnelle et bien française consiste à croire qu'un programme très étudié et fort complet est la base de toute action et que tout est réalisé lorsque ce programme est bien rédigé. En fait, cette attitude risque d'être utopique, car pour lui permettre d'aboutir, il faudrait :

— que la majorité des hommes d'un pays soit capable de s'associer et de lutter pour faire triompher quelque chose qui n'est qu'un catalogue de réformes, trop souvent sans lien avec la vie quotidienne et les aspirations des masses.

— que pendant ce temps, la conjoncture n'évolue pas, c'est-à-dire que la réalité se fige pour permettre au programme d'être toujours d'actualité.

L'instrument, la structure qui permettra d'exprimer et de « coller » à la réalité afin de l'infléchir dans le sens de l'évolution et bien sûr par référence à certains principes est donc aussi importante que le programme. En politique, les faits n'ont jamais tort : pour être efficace, il faut toujours partir d'eux pour les influencer dans le sens des principes et non les juger pour leur reprocher d'être en contradiction avec nos prévisions.

On peut dire par contre qu'un « mouvement » engendre un courant de civilisation correspondant à son organisation et à son fonctionnement. Les partis politiques de l'Est, qui se disent démocratiques, engendrent le totalitarisme parce que leur organisation est essentiellement autoritaire. Ce qui compte, ce n'est pas seulement ce que l'on dit aux hommes, c'est ce qu'on leur fait faire. Les réflexes et les mentalités sont plus à base de gestes que de paroles. Si un mouvement désire œuvrer à la promotion des masses populaires, ce n'est pas en mettant dans ses comités directeurs une majorité d'intellectuels, de bourgeois, de parlementaires ou de ministres, quelle que soit la générosité ou la compétence de ceux-ci, qu'il y parviendra. On ne permet la promotion des hommes et du milieu qu'ils représentent qu'en leur donnant des responsabilités effectives, situées au niveau même où l'on veut les voir se hausser.

Je sais que toute la responsabilité de la situation actuelle n'incombe pas aux partis politiques. Pour que cesse le divorce entre l'action politique et les responsabilités économiques ou sociales, il faudra que les centrales syndicales autorisent le cumul du mandat politique avec la responsabilité syndicale. Mais elles ne pourront faire ce geste que dans la mesure où l'ouverture structurelle des partis sera devenue effective. Si on a souvent dit que le monde ouvrier (cela devient vrai aussi pour les jeunes paysans) était « campé » dans la nation, c'est précisément parce qu'on a refusé de lui reconnaître une place correspondant à sa représentation numérique pour ne reconnaître, en fait, une compétence politique qu'à des hommes d'une certaine « condition sociale » prétendus sérieux et compétents.

Au-delà d'un capitalisme dominateur et inhumain et d'un communisme totalitaire et oppresseur, qui tous les deux se servent de l'homme au lieu de le servir, nous devons ouvrir une troisième voie, assumant pleinement et à la fois les valeurs collectives et les valeurs de liberté. Ce n'est point en nous accrochant aux formules et aux structures du passé que nous construirons l'avenir...

# L'Europe politique, ses problèmes, ses perspectives

avec

*Maurice BLIN, André CHANDERNAGOR, Christian de la MALENE,  
Maurice FAURE et Alain POHER.*

*J. MALLET.* — L'Europe politique est à l'ordre du jour de l'actualité et on peut dire que le débat que nous allons tenir aujourd'hui se situe à un moment important de la construction européenne puisqu'il se place au lendemain de la Conférence européenne au Sommet du 10 février, au moment où un Comité d'experts gouvernementaux se met au travail pour préparer une nouvelle réunion qui doit se tenir le 19 mai à Bonn et peut être décisive. C'est dire qu'il ne s'agit pas ici d'une discussion académique mais de réflexions entre hommes de bonne volonté, qui sont des hommes politiques, en vue de l'action. Il ne s'agit pas non plus d'une discussion technique à l'usage des seuls initiés encore que soient réunis ici quelques-uns des meilleurs « spécialistes », comme on dit, des questions européennes. C'est pourquoi d'ailleurs la revue a tenu à y convier également des parlementaires qui ne se considèrent pas eux-mêmes comme des spécialistes de ces questions.

Le caractère de ce débat exige que soient rappelées en termes simples les données fondamentales du problème de l'Europe politique et de ses perspectives actuelles. Il exige d'autre part un effort commun pour dépasser les querelles doctrinales ou les controverses juridiques, sans passer sous silence les divergences de conception qui peuvent subsister entre les participants. Il exige donc autant que possible que les problèmes soient abordés avec, pour reprendre l'expression chère aux Anglo-Saxons, une « approche » positive et non polémique, pragmatique et non doctrinale, évolutive et non « sub specie eternitatis ».

Le débat auquel vont participer : MM. Maurice Blin, député des Ardennes, M.R.P. ; M. André Chandernagor, député de la Creuse, S.F.I.O. ; M. Maurice Faure, député du Lot, radical-socialiste ; M. Christian de La Malène, député de Paris, U.N.R. ; M. Alain Poher, sénateur de Seine-et-Oise et président du Groupe Démocrate Chrétien à l'Assemblée parlementaire européenne, pourrait s'articuler, si vous en êtes d'accord, autour de trois questions fondamentales qui sont intimement liées l'une à l'autre.

Tout d'abord, est-il nécessaire de prolonger dans le domaine politique l'union économique de l'Europe des Six dont les Communautés Européennes et notamment le Marché commun font de plus en plus une réalité ?

Deuxième question : Si l'Europe politique est nécessaire, comment la construire ? Quels en sont les objectifs et les moyens, ce qui soulève un problème fondamental : Est-il possible d'appliquer à ce domaine les méthodes qui ont réussi, dans l'ensemble, en matière économique ?

Troisième question : La Conférence du 10 février, et le processus qu'elle amorce, permet-elle de faire progresser la construction politique de l'Europe, et à quelles conditions ?

En bref, l'objectif de la discussion est essentiellement de déterminer quelles sont, dans le domaine politique, les conditions minima d'une Europe efficace ou, si l'on préfère, de rechercher les moyens efficaces permettant *aujourd'hui* de construire le maximum d'Europe possible.

## ***L'Europe politique naîtra-t-elle naturellement de l'Europe économique ?***

*M. FAURE.* — Je pense que vous avez raison tout d'abord de poser le problème de la construction de l'Europe politique et que vous avez raison de le poser maintenant. En effet, l'actualité dans l'opinion publique est plutôt accaparée par les événements d'Afrique : Algérie, Congo et même l'évolution générale de ce continent. A la faveur de la pénombre dans laquelle se trouve reléguée la construction européenne, on peut en effet se poser cette question pourtant fondamentale : « L'Europe est-elle en train de saisir ou de laisser passer sa chance de s'unir ? » Premier point : l'Europe n'a jamais été dans la pensée de ceux qui, au lendemain de la dernière guerre, après 1945, ont conçu et lancé cette idée, un concept essentiellement économique. Il est bien évident que la première conception

*C'est par des initiatives telles qu'une Assemblée européenne élue au suffrage universel qu'on suscitera dans l'opinion la foi indispensable à la réussite de l'Europe unie.*

de l'Europe a été un concept d'union politique et l'union économique découlait de ce concept d'union politique ; en d'autres termes, l'idée des promoteurs de l'Europe c'était de faire en sorte que désormais les nations du continent européen restées libres fassent partie d'un seul ensemble pour faire face aux problèmes que posent dans le monde aussi bien les questions de sécurité que de prospérité. Si aujourd'hui l'Europe apparaît comme concrétisée par le Marché Commun, c'est parce que la conjoncture l'a ainsi voulu, il ne faut pas oublier que l'on a essayé d'autres voies pour aller plus vite et plus directement à l'unité européenne : on a essayé la voie institutionnelle avec l'Assemblée ad hoc ; on a essayé la voie de l'union militaire avec la Communauté Européenne de Défense et c'est parce que ces deux voies ont échoué que nous nous trouvons aujourd'hui cheminer sur la seule qui a positivement réussi et qui est la voie de l'intégration économique, considérée comme un moyen d'aller vers l'Europe politique. Mais alors, une question se pose : Peut-on considérer aujourd'hui que l'Europe politique naîtra tout naturellement de l'Europe économique ? Ou est-ce que l'Europe économique ne va pas mettre en mouvement de tels intérêts qu'il faudra construire l'Europe politique pour désembourber précisément l'Europe économique quand elle connaîtra ces difficultés telles que les questions agricoles, les questions des transports ou d'énergie ? Voilà donc le problème.

Je voudrais faire une deuxième remarque : nous nous trouvons dans cette affaire devant une construction politique sans précédent historique. Oh ! certes, si l'on se tourne vers les juristes, on peut dire que leur arsenal est très amplement pourvu, depuis les systèmes confédéraux jusqu'aux systèmes fédéraux en passant par tous les systèmes intermédiaires, de recettes à cette fin. Mais historiquement et politiquement parlant, le phénomène auquel nous assistons est sans précédent. Que d'un commun accord des nations aussi solidement enracinées dans l'histoire des nations puissantes et prospères aient décidé à froid de faire leur unité, cela est en effet sans précédent. C'est la raison pour laquelle je crois qu'il faut être, comme vous le disiez tout à l'heure, empirique et pragmatiste. Il faut progresser avec du bon sens et approcher le problème de la manière suivante : « Existe-t-il une volonté politique au niveau de nos opinions publiques pour concevoir la nécessité de l'unité européenne et y consentir les sacrifices que celle-ci nécessite ? Si oui, ce que je pense personnellement, alors se pose, mais alors seulement, le problème des institutions. Ces institu-

tions, nous pourrions les appeler des institutions communautaires. Ce mot, en soi banal, dit bien ce qu'il veut dire. Le critère d'institutions communautaires est le suivant : *il faut pouvoir interdire à une nation membre de la Communauté de faire ce qu'elle voudrait faire ou pouvoir lui imposer de faire ce qu'elle ne voudrait pas faire*, au nom de l'ordre supérieur qui précisément caractérise la volonté politique à laquelle je faisais allusion il y a un instant. Les institutions politiques, dont nous voulons aujourd'hui doter l'Europe, au-delà des compétences économiques qui sont gérées pour le moment par les traités de Paris et les traités de Rome, répondent-elles bien à ce critère ? ou au contraire se contentent-elles d'organiser une coopération du type classique, analogue à celui du congrès de Vienne disons même, pour être généreux, d'un congrès de Vienne qui réussisse ?

A. POHER. — Mon cher ami, vous avez fort bien engagé le débat. On a longuement discuté de toutes les formules possibles pour faire l'Europe. Heureusement qu'en 1950 des précurseurs géniaux ont commencé à créer des communautés. Elles sont là et le problème qui se pose aujourd'hui est de savoir si elles réussiront ou si, faute d'une volonté politique commune, elles échoueront. A la vérité, il ne s'est pas produit exactement ce que les promoteurs espéraient, les circonstances ont évolué, les conséquences indirectes ont été plus importantes que les effets attendus, une psychologie expansionniste est née, mais aussi une volonté de défense individuelle. L'intérêt national et les intérêts professionnels ne veulent pas abdiquer devant l'expérience d'un bien commun européen, plus profitable à tous. On éprouve les plus grandes difficultés pour définir les politiques communes, je dirais les techniques communes, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, des transports, de l'énergie où chacun veut tirer le bénéfice maximum du Marché Commun, mais ne veut rien apporter à la Communauté.

J'avais l'intention de dire, je le dis tout de suite, que quelles que soient les déclarations un peu fracassantes qui ont pu être faites en France, on a souvent l'impression que les Français sont, sur le plan des réalités de tous les jours, ceux qui appliquent avec le meilleur esprit européen la lettre de tous ces traités.

Mais lorsque le traité prévoit la définition de politiques communes, il faut que les Gouvernements arrivent à les définir ensemble et il n'y a pas actuellement d'institutions qui permettent de le faire aisément. Il faudrait que des conférences à un niveau élevé obligent les Gouvernements à faire

de temps à autre le point et à promouvoir des directives communes, c'est pourquoi je suis assez partisan d'institutionnaliser ces conférences ministérielles. Il est obligatoire que l'unité économique aboutisse à l'unité politique car dans le monde moderne, on ne peut pas faire de politique économique commune sans faire de politique financière commune, de politique sociale commune, par exemple. On peut même ajouter qu'il est difficile maintenant que chacun de ces gouvernements ait, dans le domaine de la politique économique, des objectifs différents et chemine par des moyens divergents. Il n'est plus possible que certains gouvernements aient désormais une politique strictement dirigiste, d'autres ayant des points de vue strictement libéraux. Quand le Marché Commun aura franchi ces dernières étapes, nous arriverons à un éclatement. Vous voyez bien que par la définition d'une volonté politique commune et des objectifs communs, on arrive progressivement à l'unité politique.

### *L'unité politique, par quels moyens ?*

*A. CHANDERNAGOR.* — Unité politique à réaliser, objectifs communs à définir, volonté commune à promouvoir, oui, c'est bien de cela qu'il s'agit. Mais par quels moyens ? Qu'on me pardonne si c'est un peu le juriste qui va parler, mais encore qu'on ait fait tout à l'heure quelques reproches amicaux aux juristes, il est inéluctable d'aborder à un moment donné et, qu'on le veuille ou non, le problème juridique.

Nous sommes tous d'accord là-dessus : le Marché Commun ne peut réussir que si on le dépasse rapidement et si l'on revient à l'idée politique qui était l'idée initiale de l'Europe.

*M. FAURE.* — Exactement.

*A. CHANDERNAGOR.* — Mais par quels moyens ? Eh bien, le premier auquel on songe volontiers c'est une institution nouvelle, secrétariat permanent ou réunion périodique de ministres, en tout cas une rencontre au niveau des exécutifs.

*J. MALLET.* — Vous voulez parler des gouvernements ?

*A. CHANDERNAGOR.* — C'est bien cela : au niveau des gouvernements. C'est la première idée qui vient à l'esprit et on semble s'orienter dans cette direction pour le moment. Est-ce que ce sera suffisant ? Personnellement je ne le crois pas. Car je pense que l'on ne pourra réussir dans la construction...

*A. POHER.* — Très bien !

*A. CHANDERNAGOR.* — ...européenne que si les peuples ont le sentiment qu'ils sont à un certain moment associés à cette construction. Le problème est de savoir si ce moment est venu. A cet égard il est intéressant de noter que déjà des milieux d'affaires se sont intéressés de très près au Marché Commun, qu'ils ont senti la nécessité de dépasser leurs propres frontières et d'établir entre eux des contacts permanents. On l'a dit plaisamment mais pertinemment : « Nous ne savons ce qu'il adviendra de l'Europe des patries, mais à coup sûr nous avons déjà l'Europe des patrons ». Déjà des ententes ont été conclues, des cartels se sont organisés, des répartitions de marchés ont été réalisées.

Tout cela est parfaitement clair : Une Europe des intérêts industriels vient de se créer.

*C. DE LA MALENE.* — Sur la base d'un libéralisme exagéré.

*A. CHANDERNAGOR.* — Les autres catégories sociales ont-elles également pris conscience de l'intérêt commun qui doit, sur un plan européen, rapprocher les individus qui les constituent et les associations qui les encadrent. Je veux parler notamment de la population ouvrière et de la population agricole.

A cet égard je suis bien obligé de constater que les syndicats ouvriers n'ont pas encore fait, à l'échelon européen, l'effort nécessaire de rencontre pour poser ensemble les problèmes qui leur sont communs. Or, face à cette Europe des patrons, qui s'est constituée, il devient tout à fait illusoire et inefficace de poser maintenant des problèmes tels que celui des salaires ou celui de la Sécurité Sociale dans le seul cadre national. Il faut dépasser ce cadre national le plus rapidement possible. A coup sûr les dirigeants des syndicats en sont conscients mais il me semble qu'ils auront beaucoup à faire pour que les adhérents en aient une conscience égale.

Il est vrai que je ne représente pas personnellement — ou très peu — la population ouvrière. Et comme on a parlé tout à l'heure de « spécialistes » je dois confesser que je ne suis pas non plus un spécialiste de l'Europe. J'essaie simplement de voir au niveau des hommes, des citoyens que je représente, dans quelle mesure ils prennent conscience des problèmes de l'Europe. Or il se trouve que je représente une population essentiellement agricole et je dois dire que j'ai noté depuis deux ans une prise de conscience de plus en plus aiguë du problème européen, par le biais de la défense des intérêts de cette population. C'est du reste généralement ainsi que l'on prend conscience des problèmes.

*M. FAURE.* — C'est une approche marxiste.

*A. CHANDERNAGOR.* — C'est tout simplement une approche réaliste. A cet égard les difficultés que nous rencontrons pour exporter vers l'Allemagne nos produits agricoles et notamment la viande, ont été déterminantes. Si bien qu'une des questions les plus fréquemment posées est la suivante : « Nous, agriculteurs-éleveurs, nous attendions du Marché Commun un accroissement de nos exportations, ça ne marche pas, pourquoi ? » Pourquoi ? Ils voudraient bien le savoir exactement, intéressés qu'ils sont au premier chef à la réussite du Marché Commun car ils savent qu'il y a là, pour leurs produits, un débouché indispensable. Et d'autre part, ils se rendent bien compte que dans le monde actuel, raisonner uniquement sur le plan français, c'est tout à fait insuffisant ; qu'un certain nombre de problèmes politiques, militaires exigent des solutions plus larges. Dès lors, ils posent le problème d'ensemble de l'Europe et singulièrement le problème de la réussite du Marché Commun.

Qu'allez-vous leur répondre ? Que le gouvernement s'en occupe ? Un gouvernement dont ils ont parfois conscience que la confiance populaire une fois obtenue, il n'écoute pas toujours comme il leur conviendrait leurs desiderata au jour le jour, un gouvernement qui leur échappe un peu et dont ils ne sont pas sûrs qu'il ait une conscience suffisante de leurs besoins et de leurs intérêts. Alors je crois



qu'ils sont prêts ; ils sont prêts à la désignation de représentants qui seraient chargés, à l'échelon européen, de la défense de ces intérêts. Je crois que pour la première fois ils seraient ouverts à l'idée de la désignation d'une assemblée européenne au suffrage universel précisément pour que leurs représentants puissent étudier avec leurs collègues allemands, leurs collègues hollandais, leurs collègues belges ou italiens, ce qui, notamment en matière agricole, peut être résolu, comment se pose le problème de l'autre côté des frontières et comment il est possible d'harmoniser les charges et les chances.

Cette prise de conscience me paraît très importante dans la mesure où je suis personnellement convaincu qu'une Europe des gouvernements, une Europe des technocrates ne pourra pas durer longtemps si les peuples n'y sont pas associés. Et comment les y associer autrement qu'en procédant à la désignation d'une assemblée au suffrage universel ?

*C. DE LA MALENE.* — Je rejoins tout à fait les points de vue exposés jusqu'à présent pour ce qui est de la nécessité de créer au plus vite un pouvoir politique en Europe. Les Communautés nécessitent, pour progresser et même pour subsister, la création de ce pouvoir politique ; elles ont une finalité politique et, sans pouvoir politique, elles disparaîtront.

Mais la difficulté qui se pose est de savoir quel doit être le domaine de ce pouvoir politique. En effet, nous assistons, dans l'Occident, à un partage permanent, à une fragmentation du « pouvoir » de la souveraineté. C'est l'Alliance Atlantique qui arrête la stratégie générale, la politique générale des pays membres : c'est l'O.T.A.N., encore, c'est l'U.E.O. aussi qui définissent la défense et qui ont une part de souveraineté dans ce domaine, c'est pour les Sept l'A.E.L.E., pour les Six la C.E.E. qui prennent des décisions en matière économique, c'est demain l'O.C.D.E. Tous ces organismes qui se partagent ou qui essaient de se partager une fraction de la souveraineté des États, comme celle-ci est une chose qu'il est bien difficile de diviser, tendent naturellement à refaire chacun l'unification à leur niveau. Chacun souhaite agir pour une possession tous les jours accrue de cette souveraineté dont il est si difficile d'imaginer le partage et a fortiori de le réaliser. Il y a une tentative permanente d'unification à tous ces niveaux qui pousse à l'éclatement des souverainetés nationales. Alors si l'on veut faire un pouvoir politique européen, et il faut le faire, qu'est-ce qu'on va lui donner à ce pouvoir politique ? C'est cela, c'est cette définition du pouvoir politique européen qui est difficile. Avant de définir la forme du pouvoir, il faut définir ce qu'il sera, son contenu.

*M. FAURE.* — C'est-à-dire ses compétences.

*C. DE LA MALENE.* — Ses compétences exactement et les deux questions sont liées. Prenons un exemple emprunté au fonctionnement des communautés : nous disons : pas de politique pétrolière commune s'il n'y a pas un pouvoir politique ; une unité politique car la politique pétrolière au fond touche à de nombreux problèmes de politique générale et en particulier les rapports avec l'Est. Par conséquent, nous sommes conduits à dire : « Il faut donner la totalité du pouvoir politique aux Communautés. C'est une condition nécessaire à la réalisation d'une politique commune de

l'énergie, elle-même indispensable à la réalisation du Marché Commun. Mais ce pouvoir, nous en avons déjà donné une partie à l'Alliance Atlantique, nous en avons déjà donné une partie à l'U.E.O., etc., nous en donnons une partie tous les jours dans d'autres domaines. Donc la difficulté est de définir quel peut être ce pouvoir politique européen.

Au fond les discussions qui se déroulent actuellement de savoir si l'Angleterre doit être ou ne doit pas être dans la première autorité politique, viennent du fait que si l'on pose le problème de l'unification de la politique étrangère de l'Europe, il est bien évident qu'il y faut l'Angleterre ; mais l'Angleterre n'a rien à faire dans le pouvoir politique nécessaire au fonctionnement des Communautés des Six. C'est donc la définition de cette étape intermédiaire du pouvoir, son contenu, qui est le véritable problème. Tout le monde est d'accord sur la nécessité de ce pouvoir politique, mais il reste à le définir.

Ensuite le problème de l'approche de ce pouvoir, le problème de sa forme qui a été surtout discuté jusqu'à présent, est un deuxième problème. Savoir si on doit essayer de partir directement des opinions ou bien si on doit commencer à partir des gouvernements, cela on peut en discuter. Je ne partage pas entièrement l'optimisme de ceux qui ont dit que les opinions étaient prêtes à faire un effort pour admettre les décisions d'une assemblée élue au suffrage universel. Je crois que les solidarités nationales sont extrêmement fortes encore. Je pense que par exemple, les agriculteurs allemands, dont on a parlé, sont parfaitement conscients de l'intérêt qu'ils ont à mener la même politique que les industriels allemands, cette politique que nous connaissons bien qui consiste à acheter des produits agricoles bon marché sur le marché international et à subventionner l'agriculture allemande en contrepartie des exportations industrielles allemandes. Je ne suis pas convaincu que les moteurs, les mobiles qui poussent à la nécessaire unification politique de l'Europe ne se situent pas, n'apparaîtront pas davantage à un niveau supérieur au niveau des opinions ? J'ai peur qu'au niveau des opinions apparaisse d'abord la défense des intérêts ressentis dans le cadre national, et qu'en réalité on trouve davantage cette volonté politique au niveau des gouvernements.

Tout à l'heure Maurice Faure disait que ce qu'il y a « sans précédent » dans la construction politique actuelle de l'Europe, c'est qu'elle se fait en quelque sorte à froid. Sans doute elle se fait à froid mais elle se fait aussi sous la pression d'obligations impérieuses qui sont la défense de notre civilisation à l'Est. C'est, il ne faut pas se le dissimuler, le moteur essentiel de la construction de l'Europe ; s'il y avait une crise, il faut voir le bon côté des mauvaises choses, s'il y avait une crise internationale, il est vraisemblable que l'unification européenne en recevrait une impulsion supplémentaire.

### *La décolonisation, facteur de l'unité européenne*

*M. FAURE.* — L'autre facteur de l'unité européenne semble être la décolonisation.

*C. DE LA MALENE.* — Je suis tout à fait d'accord avec Maurice Faure : la décolonisation également ; tout ce qui en réalité met les nations dans des situations politiques internationales comparables permet et aide l'unification. Il est

*Si l'Europe politique  
est nécessaire,  
comment  
la construire ?*

André Chandernagor

Christian de La Malène

bien certain que la modification des liens de la France avec les pays d'Afrique enlève une des difficultés considérables de l'unification européenne. Mais, une fois encore, la difficulté est davantage au niveau de la définition du pouvoir politique qu'au niveau de la forme de ce pouvoir.

*M. BLIN.* — Il est bien évident qu'au point où en est le débat, il n'y aura pas d'Europe économique sans un renforcement de l'unité politique des Etats qui la constituent. C'est pourquoi il me semble que si le problème se pose en terme d'efficacité, il se pose aussi en terme de doctrine. Tout à l'heure Maurice Faure engageait le débat en constatant que l'ère des combats d'idées semblait close et que l'Europe fédérale, d'une part, l'Europe confédérale, d'autre part, se rejoignaient au niveau des moyens, l'entente semblant se faire pour découvrir les moyens les plus propres à renforcer, fortifier, et faire aboutir l'unité politique des Etats européens. Je crois cependant qu'il ne faut pas négliger l'aspect, si j'ose dire, idéologique du problème car, comme on l'a souligné tout à l'heure, l'idée d'une unité européenne est une révolution dans l'histoire occidentale et parce que c'est une révolution qui va à contre-courant de toute une longue tradition, il est indispensable qu'on tienne fermement la doctrine, les principes et que l'on s'y rapporte sans cesse.

*G. DE LA MALENE.* — L'Europe est une vieille chose quand même. Il y en a eu de multiples tentatives d'unification européenne : c'est surtout le dix-neuvième siècle qui a amené, par le succès même de la civilisation européenne, les nationalismes que nous connaissons ; mais avant l'idée européenne était une chose qui existait depuis longtemps et c'est là-dessus que nous pouvons bâtir.

*M. BLIN.* — C'est vrai. Seulement nous ne bâtissons pas à partir de l'absolu, nous partons...

*A. POHER.* — Ne revenons pas à l'Europe de Charlemagne !

*M. BLIN.* — Nous partons d'une histoire récente de l'Europe qui a été une collection de guerres civiles. Or dans l'année qui vient de s'écouler, il n'est pas douteux que certains propos ont été tenus par le responsable direct de la politique française qui ont semblé remettre en question le

grand effort d'unité européenne engagé depuis 1950. De plus, des initiatives politiques ont été prises, je songe à la constitution d'une force de frappe nationale, aux réticences apparemment vaincues aujourd'hui manifestées par le Gouvernement français à l'égard d'un projet qui semblait rallier tout le monde et facilement celui d'une Université européenne. Je songe à d'autres réticences qui se sont manifestées dans le fonctionnement de l'Euratom et c'est ce qui me paraît le plus grave, aux griefs officiellement formulés par certains responsables du Gouvernement français concernant les manquements des Européens à l'égard de l'idée à laquelle ils prétendent tous se rallier. Il est vrai que chacun des six pays éprouve des difficultés considérables à être fidèles à l'idée de l'Europe qu'ils mettent en avant. Mais partir de là pour accuser assez régulièrement nos partenaires du Marché Commun de fautes à l'égard de l'Europe ou au contraire essayer en commun d'aplanir les difficultés et ne jamais se faire de procès d'intentions, c'est peut-être sur ce point, me semble-t-il, que jusqu'ici s'étaient divisés ceux qui croient à la priorité d'une commune Europe ou ceux qui ne croient qu'à une sorte de surenchère des nationalismes à l'intérieur de l'Europe. Car les difficultés de fait sont une chose et nous en éprouvons tous. Les contestations de droit en sont une. C'est pourquoi je crois que parler de pragmatisme, parler d'efficacité ne saurait suffire si nous ne maintenons pas fermement la finalité première qui est la nôtre à l'égard de l'Europe. J'entends bien qu'il faille une relance politique. S'il est nécessaire de passer par des réunions périodiques des chefs d'Etat ou des principaux ministres des pays européens pour aboutir à une uniformisation des politiques, eh bien ! passons-en par là. Mais sachons bien qu'il ne s'agit là que d'un moyen en vue d'une fin, qui était la nôtre, qui reste le nôtre, à savoir par *l'uniformisation aboutir à l'unité*. En cela nous dirons que l'Europe de 1961 a fait un long chemin depuis celle de 1950, les difficultés sont mieux apparues, mais quelles que soient leur gravité il n'est pas possible qu'elles remettent en question la finalité qui était celle de l'Europe il y a dix ans, qui reste celle de l'Europe d'aujourd'hui et qui est cette *unité* des Etats européens qui va au-delà même de leur union.

*M. FAURE.* — Il y a beaucoup à dire sur les diverses interventions de nos collègues. Je crois que, au point où nous en sommes arrivés dans cette discussion, le problème

n'est plus de savoir si une autorité politique européenne est souhaitable. Nous sommes sur ce point-là tous d'accord. Le problème est plutôt de déterminer quelles seraient les compétences à lui attribuer, et de déterminer quelle serait sa structure. Sur ce deuxième point, par lequel je voudrais commencer, je donne personnellement mon accord à tout ce que vient de dire notre ami Blin. Je suis, en effet, partisan du fédéralisme, mais je voudrais aujourd'hui essayer de ne pas poser le problème sur le plan de la pure doctrine parce que nous sommes des hommes politiques et nous devons voir dans l'immédiat ce qui est possible. Je suis prêt à me rallier à une œuvre et à une construction beaucoup moins ambitieuse que celle que personnellement je souhaiterais à la condition qu'elle constitue un progrès et que, d'autre part, elle n'engage pas la construction de l'Europe sur une voie qui figerait définitivement les nations. Je crois que ça aussi c'est un autre critère de la construction de l'Europe. Le « concert européen » du type traditionnel peut être nécessaire pendant un temps et peut même constituer un progrès pendant un temps, mais je le refuserais avec force si je croyais qu'il doive être l'élément définitif de la philosophie politique de l'Europe à construire.

*M. BLIN.* — C'est une étape et ce n'est pas un état définitif.

*M. FAURE.* — C'est une étape et ça n'est pas un état définitif. Comment peut-on voir les choses pour parler maintenant dans le concret. Notre ami de La Malène a dit : « Il y a des résistances, des intérêts qui se coalisent, nation par nation ». C'est vrai, mais il y a des résistances et des intérêts opposés à l'intérieur même de nos nations : il y en a entre les régions de nos pays respectifs ; il y en a entre les tempéraments politiques de nos pays respectifs et qu'est-ce qui fait que malgré ces divergences, ces contradictions, ces résistances d'intérêts, la France est apparue comme la France, l'Allemagne comme l'Allemagne et l'Italie comme l'Italie ? C'est parce qu'elles ont eu à leur tête un pouvoir politique commun, un sceptre politique unique. La pensée des Européens, c'est de mettre un sceptre politique à la tête d'une Europe unie. Nous comprenons très bien que l'on ne peut pas le réaliser du jour au lendemain et qu'il sera plus difficile de le faire dans les domaines non économiques que dans les domaines économiques, quelle que soit par ailleurs la difficulté de le faire dans le domaine économique. C'est la raison pour laquelle, pour ce qui est de la diplomatie, pour ce qui est de l'enseignement,

de la jeunesse, pour ce qui est de la défense, nous sommes prêts à nous rallier comme nous le disions tout à l'heure à titre provisoire, à ces réunions de chefs de gouvernements ou de ministres. Mais c'est ici que je ferai intervenir le deuxième élément de mon propos. Personnellement je ne crois pas beaucoup à l'efficacité de ces réunions, je prends la précaution de le dire dès aujourd'hui, 23 février 1961.

Georges Bidault a dit un jour, dans une boutade : « Je connais ces réunions, j'y ai assisté souvent, c'est mi-banalité, mi-communicé ». Je ne dis pas que toutes les réunions de ministres ne sont que cela, mais il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de vrai dans cette boutade. Alors par quoi faudrait-il les compléter ? Parce que si ces chefs de gouvernements ou ces ministres se contentent de se réunir une fois tous les six mois, il y a gros à parier qu'il ne sortira aucune décision vraiment concrète de leur rencontre. Qu'est-ce qui est sorti jusqu'à aujourd'hui des rencontres régulières des ministres des affaires étrangères qui fonctionnent actuellement ? Rien du tout. Quel est le conseil municipal, quel est le conseil général, quel est le gouvernement qui pourrait être efficace s'il fonctionnait dans ces conditions avec des rencontres semestrielles où les décisions ne sont prises qu'à l'unanimité ? Vous me direz que c'est tout de même mieux que rien.

*A. POHER.* — C'est meilleur que de ne pas se rencontrer du tout et de prendre des décisions qui peuvent gêner les autres sans les en avertir. Je songe, par exemple, à l'affaire du canal de Suez, autrefois.

### ***L'indispensable Assemblée parlementaire européenne élue au suffrage universel***

*M. FAURE.* — Je remarque que d'ailleurs, depuis quelques mois, les ministres en question se rencontrent en fait beaucoup plus que semestriellement. Par conséquent, je ne vois vraiment pas, dans les faits, ce que va apporter de nouveau cette institution. Mais je veux en revenir à mon propos et terminer. C'est là que je vois peut-être de la façon la plus éclatante la raison d'être de l'assemblée européenne élue au suffrage universel. Le mandat parlementaire européen sera à mon sens très recherché. Etant donné le petit nombre d'élus, ce mandat aura un lustre certain et confèrera à ceux qui en seront les détenteurs un caractère de représentativité importante. Je pense que, si devant une assemblée qui groupera les leaders politiques de nos Six pays, les leaders démocratiques de nos Six pays, ces

réunions de chefs de gouvernement, de ministres, doivent venir tous les six mois rendre des comptes, donner des explications, eh bien ! je suis convaincu qu'alors l'assemblée jouera le rôle de moteur et de ferment politique. Il ne sera pas possible longtemps à ces présidents ou à ces ministres de venir dire devant cette assemblée qu'ils n'ont rien fait, ni rien décidé. Je crois beaucoup plus d'ailleurs à l'aspect politique qu'à l'aspect juridique, puisqu'il sera très difficile en effet d'organiser la responsabilité juridique de ces réunions de chefs de gouvernement ou de ministres devant l'assemblée parlementaire européenne, étant donné qu'ils ne ressortent pas au même ordre juridique, comme dirait notre ami Chandernagor. Mais au moins sur le plan politique et sur le plan moral, l'efficacité de l'assemblée me semble ne pas être contestable. A mon sens, l'assemblée européenne élue au suffrage universel, ce n'est pas d'abord sa fonction législative qui me semble dominante, c'est son rôle de moteur politique de la construction de l'Europe. C'est le prototype d'une institution européenne intégrée, démocratique ; elle échappe au reproche d'illégitimité qui a été si souvent adressé aux institutions et elle constitue, à mon sens, quand je ne veux pas être perfectionniste, mais simplement réaliste, le progrès le plus substantiel que dans l'état actuel des choses nous pourrions accomplir.

**C. DE LA MALENE.** — Je voudrais d'abord répondre à Maurice Blin qui a consacré une partie de son intervention à une critique sous-jacente et courtoise de l'attitude du gouvernement français au cours de l'année écoulée. Je voudrais quand même lui faire remarquer que le gouvernement français est le seul qui ait fait quelque chose et qui ait pris des initiatives ; les autres n'ont rien fait et n'ont pas pris d'initiative. Ça me paraît quand même assez satisfaisant, n'est-ce pas ? Qui a proposé des compromis dans les différentes réunions internationales pour sauver la C.E.C.A., pour sauver et pour accélérer le Marché Commun ? C'est le gouvernement français ! Alors ça me paraît plus important que tout le reste.

**A. POHER.** — Il a même modifié ses propres propositions de manière à les rendre acceptables par les autres. On avait parlé de la suppression de la C.E.C.A. et de l'Euratom à certains moments. On n'en a plus parlé le 10 février.

**C. DE LA MALENE.** — Cela a été abandonné par le gouvernement français quand il a vu que, en effet, ses adversaires, je veux dire ses partenaires... y voyaient des arrière-pensées destructives. Mais ceci étant, j'en reviens au dernier propos de Maurice Faure. Je le rejoins totalement quand il a parlé du rôle de cette assemblée élue au suffrage universel. Dès le moment où il commençait à en parler je notais le mot « moteur » qu'il a ensuite employé lui-même. Je suis parfaitement d'accord sur le rôle de moteur de cette assemblée élue au suffrage universel. Un moteur, mais il faut que le moteur s'appuie sur quelque chose qui puisse prendre des décisions. Mais qui peut prendre des décisions ? Ce sont les chefs de gouvernement. Maurice Faure est bien d'accord que ce ne peut être cette assemblée qui prend les décisions, qui légifère. Pour plusieurs années tout au moins. Par conséquent il faudra bien que ce soit quelqu'un d'autre qui prenne les

décisions. Et qui peut les prendre si ce n'est ceux qui en ont le pouvoir ?

Et, fondamentalement, il faut qu'ils les prennent très vite ces décisions parce que si les chefs de gouvernement ne les prennent pas très vite ces décisions en matière de politique énergétique, en matière de politique agricole commune, en matière d'association des territoires d'outre-mer, alors il n'y aura plus de communautés à Six. Ça n'est pas dans dix ans qu'il faudra faire vivre les communautés. C'est maintenant. Sinon, à ce moment, les communautés auront éclaté et on sera dans une autre formule. Je ne sais pas ce qu'elle sera. Aussi c'est très vite, c'est tout de suite, que nous avons besoin d'un pouvoir politique pour faire fonctionner les communautés qui butent sur de graves difficultés. Par conséquent le moyen proposé par le Gouvernement français est simplement un moyen rapide, je ne dis pas que c'est un moyen parfait, je dis que c'est un moyen qui peut fonctionner tout de suite et personne n'en propose d'autre, et il n'y en a pas d'autre. Je suis tout à fait d'accord pour qu'en plus ce pouvoir soit poussé, soit mû par l'assemblée élue au suffrage universel. Je regrette beaucoup qu'en effet les gouvernements des Six aient un peu édulcoré les propositions françaises puisque pour le moment il n'est plus question du secrétariat permanent. J'étais très attaché à l'idée du secrétariat permanent où les gens vivaient en commun, confrontaient jour après jour en vivant en commun, tous leurs problèmes de façon à essayer de fournir aux chefs de gouvernement, quand ils se rencontraient, une base commune, une optique commune. Je regrette beaucoup que l'on ait fait machine arrière dans cette direction.

**J. MALLET.** — Rien n'est réglé définitivement.

**C. DE LA MALENE.** — Rien n'est réglé définitivement, naturellement. Mais quand même on ne peut pas dire que nous ayons tout de suite bâti quelque chose d'institutionnel et de satisfaisant. Encore une fois je crois qu'il n'y a pas d'autre possibilité pour faire, pour obtenir ce pouvoir politique dont nous avons besoin d'urgence. Si on ne le fait pas, on ira ailleurs, on ira dans je ne sais quelle direction, dans je ne sais quelle zone de libre-échange. Et à ce propos je suis très inquiet de ce que les Allemands ont obtenu en aboutissant à ce que des experts français aillent négocier avec les Britanniques parce que si l'on va vers une union douanière élargie, alors je crois que le Marché Commun aura premièrement vécu et deuxièmement qu'il aura vécu comme instrument pour conduire à une unité politique de l'Europe.

**M. BLIN.** — Un mot seulement pour donner acte à mon collègue La Malène des mérites indiscutables du Gouvernement français qui en 1958 a pris les mesures financières susceptibles de permettre à la France d'honorer ses engagements à l'égard de l'Europe. Il y a eu d'autant plus de mérite que, en ce temps-là, c'était nos partenaires qui étaient demandeurs et la défection française eût remis en question toute la construction européenne. Je fais simplement à ceci deux remarques d'ordre historique. D'une part dans les années qui ont suivi, et la toute dernière est un modèle à ce sujet, certains propos d'ordre théorique ont été tenus, qui ont effacé dans l'opinion européenne le mérite des mesures courageuses prises par le

Gouvernement français. Nous sommes en 1961 et au cours de cette année des problèmes économiques vont se poser, des problèmes sociaux, des problèmes africains qui, cette fois-ci, font de la France un demandeur à l'intérieur de l'Europe. Comment la France placera-t-elle son énergie saharienne sur le marché européen si ses partenaires ne l'y aident pas ? Comment la France obtiendra-t-elle l'uniformisation des législations sociales alors qu'actuellement elle est encore en position moins bonne que ses collègues sur ce terrain ? Comment la France obtiendra-t-elle que son agriculture trouve dans le marché européen les débouchés qu'elle attend, si ses partenaires ne s'y prêtent pas ? Que nous ne voulions ou non, actuellement la France, à l'intérieur du Marché Commun, est une nation qui demande et qui souhaite que ses partenaires lui répondent.

*C. DE LA MALENE.* — Elle demande simplement l'application du traité ?

*J. MALLET.* — Elle en a même demandé l'accélération.

*M. BLIN.* — C'est cela. En ce sens je donne acte une seconde fois des initiatives prises par le gouvernement français en ce sens. Quel que soit le problème posé par la qualité des moyens mis en œuvre, il n'est pas douteux que si la France a pris en 1961 l'initiative d'une relance politique, c'est parce qu'elle a un intérêt majeur à ce que l'unité politique de l'Europe se renforce car il y va pour elle, non seulement des engagements qu'elle a pris, mais aussi de son avenir économique. En cela je considère que les initiatives gaullistes peuvent être utiles mais non moins utiles les modifications que les partenaires, et aussi, il faut bien le dire, la résistance des faits ont été amenés à leur opposer.

### **Substituer des clivages politiques aux clivages économiques**

*A. CHANDERNAGOR.* — Personnellement, je rejoins tout à fait ce que disait Maurice Faure tout à l'heure. Pour des raisons d'efficacité immédiate, je suis d'accord avec notre collègue de La Malène pour dire que peut-être il était nécessaire de promouvoir des rencontres au niveau des exécutifs. Mais je n'abandonne pas pour autant les objectifs fondamentaux que nous poursuivons et le moyen de réaliser ces objectifs me paraît être une assemblée élue au suffrage universel. Je pense en effet que nous n'aurons définitivement progressé dans le sens européen que le jour où nous aurons substitué des clivages politiques aux clivages nationaux. Et on ne peut y parvenir que par le moyen d'une assemblée. Désignée au suffrage universel, cette assemblée tout naturellement essaiera de s'appuyer sur l'opinion publique, ce faisant elle renforcera dans un sens de plus en plus favorable à l'Europe ce courant d'une opinion qui actuellement se cherche. Je crains que si l'on en reste au seul niveau des gouvernements on ne parvienne pas à surmonter de façon valable les oppositions entre nations. Un bon exemple, c'est celui du problème de la décolonisation auquel nous sommes actuellement confrontés. On a eu le sentiment, à tort ou à raison, depuis deux ou trois ans, que la France essayait de faire de ses anciennes colonies africaines, une sorte de chasse gardée économique. Je dois dire en tant que militant de l'association interparlementaire « Eu-

rope-Afrique », que depuis quelque deux ans nous avons tiré la sonnette d'alarme en disant : « Ne faisons pas de la Communauté une chasse gardée économique, essayons d'associer à la mise en valeur de l'Afrique nos partenaires européens, sinon nous allons voir ressusciter les vieux antagonismes ».

Nous avons connu autrefois l'antagonisme franco-anglais. Dieu sait s'il nous a coûté cher aux uns et aux autres et s'il a coûté cher également à l'Afrique. Eh bien ! nous risquons si l'on n'y prend garde, de voir se surajouter à ce vieil antagonisme franco-anglais un antagonisme franco-allemand. Certes une partie de l'opinion allemande et notamment de l'opinion parlementaire est prête à coopérer. Mais il y a également en Allemagne des nationalistes attardés et des capitalistes plus soucieux de leurs intérêts immédiats que de perspectives à long terme et qui d'ores et déjà s'intéressent à l'Afrique et qui envisagent d'y jouer la carte allemande en dehors de nous, sinon même contre nous. Des contrats ont été conclus, des missions envoyées. Si cet espoir de surenchère devait l'emporter sur l'espoir de coopération, ce serait extrêmement grave. Or, on a déjà perdu beaucoup de temps. Notons cependant dans ce domaine un événement récent dont on espère des conséquences heureuses : le Colloque de Rome.

*J. MALLET.* — Vous parlez ici, pour les lecteurs qui ne le sauraient pas, du colloque parlementaire réunissant des représentants de l'assemblée européenne et des délégués des parlements africains qui préparent une grande rencontre à Strasbourg.

*A. CHANDERNAGOR.* — C'est cela. La rencontre de Strasbourg doit avoir lieu au mois de juin et l'on y envisagera les moyens les meilleurs d'aider et de tisser entre l'Europe conçue comme une unité et l'Afrique conçue aussi, sur le plan économique, comme une unité, les liens indispensables.

*C. DE LA MALENE.* — Mais l'Afrique. Quelle Afrique ?

*A. CHANDERNAGOR.* — Je crois qu'il ne faut pas se limiter à l'Afrique anciennement française et qu'il faut résolument déborder tout cela car si nous limitons à l'Afrique anciennement française nous retombrons dans les coupures anciennes et ce n'est pas souhaitable.

*M. FAURE.* — L'Afrique qui acceptera.

*A. CHANDERNAGOR.* — L'Afrique qui acceptera !

### **Sauver l'Europe menacée**

*M. FAURE.* — Il demeure que dans l'état actuel des choses il serait faux de laisser croire que le vent est à l'optimisme. Tout d'abord j'ai l'impression que les événements qui, de toutes parts dans le monde communiste, dans le Tiers Monde, poussent à la construction de l'Europe, cette espèce de « montée des périls » à laquelle nous assistons, ce siège progressif que nous sentons se dresser autour de nous, me semblent aller plus vite que les parades que nous leur apportons. Songe-t-on que d'ici quarante ans, d'ici l'an 2.000, la population des pays à haut niveau de vie du monde (et on y comprend la Russie) aura augmenté de 46 %

alors que la population des autres pays du monde et (on y comprend la Chine) aura augmenté de 143 % ? Aujourd'hui les pays développés constituent le tiers de la planète ; en l'an 2.000 ils n'en constitueront plus que le cinquième, or l'immense majorité de notre opinion publique croit que les pays sous-développés, grâce aux progrès techniques, sont en train de nous rattraper, c'est l'inverse qui est vrai. Nous allons apparaître de plus en plus comme une minorité privilégiée. Eh bien ! face à cela et à cette montée des périls, je prétends qu'il faut aller au-delà du concert des nations européennes et c'est certainement sur ce point philosophique évoqué tout à l'heure par notre ami Blin que des contradictions apparaîtraient vraisemblablement entre nous. Pour moi l'Europe ça doit être à terme une *souveraineté politique commune à tous les pays européens*, une souveraineté politique à condition qu'elle soit démocratiquement organisée. Dieu sait si je suis patriote, mais je n'estime pas que l'hexagone métropolitain corresponde à une finalité historique arrêtée une fois pour toutes par un décret de la Providence. J'estime que nous sommes comptables d'une civilisation gréco, judéo, romano-chrétienne ; j'estime que cette civilisation, pour la défendre eh bien ! il faudra aller au-delà des cadres nationaux actuels. Or je ne vois pas dans ce qui nous est proposé, et que j'accepte pour le moment comme un compromis provisoire et un pas sans doute dans la bonne direction, je ne vois vraiment pas qu'il y ait là le souffle révolutionnaire.

Pour repartir du Marché Commun on n'a pas assez remarqué que l'Allemagne n'a aucun intérêt économique, qu'elle a beaucoup plus d'intérêt, économiquement parlant, aux formules de libre-échange. Je peux en parler sagement, ayant été le négociateur du traité, c'est uniquement à cause de la contrepartie politique que l'Allemagne a souscrit à toutes les obligations que dans les domaines économique, social et autres, le traité du Marché Commun lui imposait ; c'est la raison pour laquelle il ne faut pas aujourd'hui lui reprocher de ne pas l'appliquer, si d'un autre côté nous ne l'appliquons plus dans son esprit politique. L'Europe repose aujourd'hui, et c'est ma conclusion, sur un équilibre excessivement fragile entre les inconvénients de l'intégration économique vivement ressentis, par exemple, par l'Allemagne et la Hollande et les avantages de l'intégration politique auxquels ces mêmes pays étaient profondément attachés. Si par nos propos ou nos propositions nous avons compromis cette perspective d'intégration politique nous avons compromis par là même les perspectives d'intégration économique. Il y a entre le nationalisme de tel ou tel de nos pays ou tel ou tel de nos gouvernements et le mercantilisme un lien direct de cause à effet. Ils s'engendrent l'un et l'autre et ils créent une situation, celle dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, où on ne sait plus très bien qui a commencé, mais où comme dans une espèce d'échelle de perroquet, c'est à celui qui dira que c'est le voisin qui manque à ses obligations. Nous sommes dans une phase de dégradation, il est temps de remonter la pente, j'espère que c'est possible mais encore une fois je crois que le moment est vraiment venu de se ressaisir, parce que bientôt il serait trop tard.

*C. DE LA MALENE.* — Je voulais juste rajouter un mot. Je suis d'accord avec le point de départ, avec l'analyse pessimiste de Maurice Faure sur les dangers que court notre

civilisation et les parades ridiculement inefficaces dont nous faisons montre pour y répondre. Mais il faut savoir si nous voulons être des prophètes ou des hommes politiques, parce que nous ne sommes pas tout seuls. S'il s'agissait entre nous de nous mettre d'accord cela serait peut-être facile mais il faut que nos interlocuteurs, nos partenaires de l'autre côté se mettent également d'accord avec nous. Donc il faut progresser avec les réalités, les réalités que sont les autres nations en face de nous pour essayer d'avancer. Certes il est bon de leur dire, de leur montrer que tout ceci est inefficace face aux dangers. Quand nous voyons les révolutions se multiplier de pays en pays à un point tel que quand il n'y a pas une révolution par semaine nous trouvons l'actualité à peu près morte.

*M. FAURE.* — Révolution dont nous sommes toujours la victime.

*C. DE LA MALENE.* — Dont nous sommes généralement la victime, n'est-ce pas qu'il y a une fragilité des civilisations occidentales en face au contraire d'une solidité de ce qui nous confronte. C'est cela qui est inquiétant. Alors, comment y faire face ? Je ne crois pas que ce soit en s'attachant à une doctrine ; je crois que c'est en s'attachant à voir la réalité des périls mais aussi en tenant compte de ce que nos partenaires veulent faire avec nous ; bien sûr l'Allemagne n'a pas tellement d'intérêt à vivre dans le Marché Commun, elle est en effet très mercantile. Mais si elle ne trouve pas son intérêt dans une simple construction économique, il faut trouver une formule où l'Allemagne accepte de sacrifier une partie de cet intérêt économique.

*A. CHANDERNAGOR.* — Elle ne peut être que politique.

*C. DE LA MALENE.* — Elle ne peut être que politique, je suis bien d'accord.

*M. BLIN.* — Toute cette analyse aboutit à une constatation qui me semble justifier amplement l'inquiétude manifestée tout à l'heure par Maurice Faure ; car, au fond, le point qui nous unit est solide, c'est la constatation que l'unité politique de l'Europe est la condition absolue de son avenir. Cependant, lorsque nous considérons les moyens usés dans le passé, dans le présent et ceux qui pourraient être utilisés demain nous sommes frappés de leur précarité et de leur insuffisance. Hier, c'était la Haute Autorité à l'intérieur de la C.E.C.A. ou le conseil des ministres à l'intérieur du Marché Commun. Nous nous rendons bien compte que tout a été fait pour éviter de faire entrer en action des décisions supra-nationales.

*J. MALLET.* — L'important c'est de prévoir la possibilité de décisions à la majorité. La règle de la majorité rend plus faciles les accords à l'unanimité.

*M. BLIN.* — C'est tout le problème. Aujourd'hui il nous est parlé de réunions périodiques des chefs d'Etats. Maurice Faure faisait remarquer tout à l'heure que rien ne prouve que ces réunions périodiques seront plus efficaces que tout autre procédé utilisé et usé jusqu'à la corde dans le passé. Il a ajouté qu'il attendait davantage d'une assemblée européenne dont il a dit qu'elle serait le moteur de l'unité politique de l'Europe. Souhaitons-le, mais, est-il certain que du jour où cette assemblée cessera d'être consultative et dé-

libérative pour être douée de pouvoir de décision nous ne reverrons pas resurgir dans son sein les éléments de division qui séparaient et séparent encore les états européens dans leurs intérêts: Si bien que, quel que soit le moyen utilisé, nous revenons toujours au point de départ : ce qui compte, c'est une fidélité profonde, répétée, publiée, proclamée dans les six états à la fois considérant tous, sans qu'aucune parole ne vienne jamais remettre en question cette finalité absolue, que l'unité de l'Europe est la condition absolue de sa survie.

**A. CHANDERNAGOR.** — Chacun d'entre nous vient d'insister sur les difficultés et les périls. Il est vrai qu'ils sont grands. Mais je serai d'accord avec Maurice Blin. Il ne démentira pas lorsque je dirai que l'on n'accomplit de grandes choses qu'avec beaucoup de foi.

Or je ne pense pas que les réunions de ministres, voire les réunions de chefs d'Etats soient de nature à susciter dans l'opinion des différents pays européens une très grande foi. Si nous voulons réussir l'Europe il faut aller très loin en avant. Cela implique des risques, mais la stagnation ou les petits moyens, impliquent un risque au moins aussi grand. Par conséquent ce n'est que par un dépassement constant de l'Europe par des initiatives hardies telles que celles de l'Assemblée dont parlait Maurice Faure que nous avons une chance d'intéresser l'opinion et de susciter cette foi qui est absolument indispensable à la réussite de l'entreprise.

### **Le temps presse...**

**A. POHER.** — Je m'excuse, mais je vais descendre un peu des sommets où vous êtes montés, mes chers amis. Je constate un rapprochement très sensible entre Maurice Faure et Christian de la Malène. L'un et l'autre pensent que le temps presse et que si nous n'agissons pas les constructions commencées risquent de se détériorer. Nous ne sommes pas des alchimistes, nous ne réussirons pas du jour au lendemain la communauté politique. Je constate que grâce au gouvernement français il y a tout de même un réel espoir de pouvoir monter une marche. J'accepte les étapes proposées en constatant, M. de la Malène, qu'il a suffi, d'un seul ministre, le ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas pour empêcher que le char avance. C'est donc que la règle d'unanimité comporte quelques inconvénients. J'accepte les étapes dans la mesure où tout ce qui engage nos six pays soit réalisé d'une manière irréversible et que l'on ne porte jamais atteinte à ce qui a déjà été commencé. On a, certes, raison d'évoquer maintenant les problèmes des finances, tout ce qui n'est pas même en pointillé dans les communautés, il est bon de se concerter périodiquement, vous nous dites, messieurs, que peut-être ces réunions ne serviront à rien. Ce n'est pas sûr. Je ne pense pas qu'on veuille faire une Europe des salons, il est parfaitement exact qu'à l'heure actuelle si vous interrogez les ministres des affaires étrangères, ils sont sceptiques sur les résultats des rencontres déjà entreprises, l'heure de l'avion du retour arrive vite. Mais il s'agit d'autre chose. Le gouvernement français a constaté que sans volonté politique l'Europe des Communautés n'avance pas et reste un peu en panne. La contribution apportée par la France le 10 février est très utile dans la mesure où il ne s'agit pas de constituer une troisième force occidentale, dans la mesure où il ne s'agit pas d'imposer à l'Europe des Six une certaine domination fran-

co-allemande. Je crois que c'est peut-être le colloque de Gaulle-Adenauer qui a déchainé des susceptibilités. D'un autre côté, il faut que cette Europe des Six reste ouverte à tous ceux qui acceptent tous ses avantages mais aussi les sacrifices qu'elle comporte et il faut essayer de ne pas justifier le reproche qui nous a été fait, M. de la Malène, de vouloir une certaine forme d'Europe anglaise, une forme d'Europe de coopération intergouvernementale sans y mettre les Anglais; il faut évidemment, dans la mesure où nos voisins d'Outre-Manche accepteraient les formules qui ont été jusqu'à maintenant proposées, leur faire une place. Mais il y a un principe qui est fondamental, on ne doit pas négliger les communautés existantes. Il n'est pas possible que les exécutifs des Six ne participent pas d'une manière ou d'une autre aux délibérations des ministres. Il faudrait, comme a dit un jour René Mayer, trouver le moyen de créer un véritable engrenage entre les nouvelles institutions à créer et celles qui existent déjà, autrement nous n'aboutirons qu'à aggraver les conflits et les difficultés actuelles.

**M. FAURE.** — L'Assemblée serait d'ailleurs une institution commune.

**A. POHER.** — Mon cher ami, vous l'avez dit tout à l'heure, l'assemblée est déjà une institution commune, la Cour de justice aussi. L'essentiel serait d'ailleurs d'amener les gouvernements à venir débattre chaque année ou tous les six mois devant une assemblée élue au suffrage universel. Je crois effectivement que de ces débats devant un Parlement démocratique, résulterait une volonté politique qui serait définie par les votes de l'assemblée, alors on pourrait éviter le danger technocratique qui est quand même très grand; il faut reconnaître que du côté des exécutifs, il y a eu souvent le désir immodéré de voir triompher une certaine vérité technique qui était loin de ce qu'espéraient nos pays.

**J. MALLET.** — Il y a déjà un contrôle parlementaire sur les exécutifs sinon sur les gouvernements, M. le Président, vous en êtes la vivante incarnation.

**A. POHER.** — Mais je suis bien obligé de constater que les gouvernements viennent plutôt nous exposer leurs points de vue nationaux. On voit trop souvent dans notre assemblée des ministres parler en premier lieu comme Président du conseil des ministres et ensuite nous exposer les points de vue de la Belgique, de la France ou de l'Allemagne. Ce n'est pas cela que nous voulons, nous ne voulons que des ministres européens, chargés de défendre une même politique. Je m'excuse mais nous sommes loin de la conclusion que je voulais exposer et je crois que Maurice Faure a raison d'espérer dans l'avenir une souveraineté politique commune. Le Général de Gaulle lui-même a dit, dans un récent discours, M. de la Malène : « Que l'Europe qu'il envisageait n'était peut-être qu'une étape ».

**M. BLIN.** — Si ça n'est pas une étape c'est un recul.

**A. POHER.** — Exactement. Je crois, voyez-vous, qu'il y a tout de même un grand espoir : celui de faire l'Europe des choses possibles cette année pour arriver à ce que nos fils, il faut tout de même penser à eux, puissent éviter le destin tragique évoqué par Maurice Faure. Sans une Europe construite pierre par pierre, l'avenir qui nous est promis est très inquiétant. L'Europe des égoïsmes nationaux ne pourrait nous mener qu'à une commune catastrophe.

# LA CRISE DES PARTIS

**L**A France connaît aujourd'hui une crise générale des partis politiques, en particulier des partis de gauche. Mais cette crise n'est que l'expression d'un phénomène d'ensemble qui se manifeste dans toute l'Europe et paraît correspondre à une transformation générale des méthodes d'action du mouvement ouvrier.

Celui-ci est né au XIX<sup>e</sup> siècle, dans une atmosphère révolutionnaire, sous une forme indifférenciée, couvrant tout à la fois l'action politique, syndicale, coopérative et éducative. Peu à peu, cependant, l'attente de la révolution a été remplacée par la volonté d'obtenir des réformes immédiates et de réaliser une transformation progressive des structures, soit par l'action directe des syndicats sur les salaires, des coopératives de consommation sur les prix, soit par l'action indirecte des partis sur la législation. Le mouvement ouvrier s'est alors différencié en trois types d'institutions dont les relations ont varié selon les pays.

En Grande-Bretagne, la forme *travailliste* l'a emporté. Le mouvement syndical a combattu pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Rencontrant l'obstacle de la législation et surtout de la coutume interprétée par les tribunaux, il a senti la nécessité de modifier les lois, et a été amené à présenter aux élections des candidats qui ont rapidement constitué un groupe parlementaire autonome. Le parti travailliste est ainsi essentiellement l'expression politique du syndicalisme ouvrier, tout en comprenant, dans ses congrès, sous une forme minoritaire, les représentants des coopératives de consommation et des adhérents individuels aux sections locales. Dans un pays fortement industrialisé, où les salariés sont la majorité, il est rapidement devenu le parti officiel d'opposition, puis a été amené à diriger le gouvernement. Pour attirer à lui la majorité des travailleurs, il a rejeté toute idéologie et s'est limité à un programme terre à terre à réaliser par étapes.

Il en a été tout autrement en Europe et en particulier en France. On trouvait, en effet, ici des divisions politiques anciennes, antérieures à la révolution industrielle, héritées des idéologies qui s'étaient affrontées en 1789. D'où, à la naissance du socialisme, la multiplicité de sectes hostiles qui ont eu quelque peine à s'unifier en 1904. Les tendances diverses sont restées longtemps antagonistes. Les scissions et expulsions se sont multipliées. Le problème de la laïcité a séparé les travailleurs catholiques des incroyants. La formule travailliste était ici impossible ; elle a été remplacée par une spécialisation et une division du travail, les syndicats luttant par action directe, le parti par la législation. Cha-

acun est resté souverain dans son domaine ; les syndicalistes, eux-mêmes divisés et liés à certains partis les soutenaient aux élections, tout en les combattant parfois lorsqu'il étaient au gouvernement. Les partis ouvriers — comme ce fut récemment le cas en Belgique — soutenaient par principe les grèves, même s'ils éprouvaient quelque doute sur leur opportunité.

Les conséquences de cet éparpillement ont été très graves. Les partis idéologiques n'ont jamais pu atteindre qu'une minorité de travailleurs et lorsqu'ils ne purent plus éviter de participer au gouvernement, il leur fallut conclure des coalitions avec des groupes voisins. Le résultat fut curieux. Plus un parti était sectaire dans son idéologie, plus il était faible, plus par conséquent il devait faire de compromis dans son action parlementaire. L'idéologie étant négatrice et pseudo-révolutionnaire, le parti arrivé au gouvernement ne disposait d'aucun programme concret en dehors de la satisfaction des revendications nominales de certains groupes sociaux. Il ratifiait alors les projets préparés par les services administratifs et se révélait conservateur dans la pratique politique quotidienne. Par ailleurs, lors des élections, le peuple français se rendit bien vite compte qu'aucun des programmes politiques soumis par les candidats n'avait de chances d'être réalisé, puisqu'aucun parti ne pouvait obtenir la majorité. L'élection comportait le choix de certains hommes, mais nullement une option réelle entre des politiques différentes. Enfin, l'intervention des appareils des partis dans la vie politique quotidienne a détruit, peu à peu, le régime parlementaire ; les crises gouvernementales résultant des décisions des comités exécutifs des partis et les négociations pour la constitution d'un nouveau gouvernement étant menées par une secrétairerie complètement indépendante des élus du peuple. Tout ceci a eu des conséquences graves et a pesé lourdement sur l'effondrement de la IV<sup>e</sup> République.

## Causes de la crise des partis

Aujourd'hui la crise des partis est générale et semble avoir deux causes principales.

1. — La classe ouvrière a changé de structure et de comportement. Le nombre des salariés s'est accru ; celui des ouvriers a relativement diminué ; parmi eux se prépare une nouvelle qualification. Une différenciation croissante se produit entre les divers groupes des travailleurs et les partis ouvriers connaissent dans leur sein



une diversité de plus en plus grande d'intérêts et d'opinions. En même temps, l'accroissement des loisirs et le poids des moyens de communication de masse soumettent les divers groupes ouvriers à l'influence de la société globale. A la différenciation brutale entre deux classes se substitue une échelle de groupes plus ou moins hiérarchisés, à comportement et style de vie différents. Un nombre croissant de salariés se considèrent comme appartenant à la classe moyenne, ce qui, en Angleterre, amène les jeunes générations à voter conservateur.

2. — Mais en même temps se produit un phénomène inverse. Des groupes sociaux, jusqu'ici étrangers à la classe ouvrière, prennent conscience de la nécessité de transformer les structures économiques et politiques et découvrent la vérité du socialisme. Les jeunes agriculteurs attachent plus d'importance aux investissements productifs qu'à la propriété foncière, multiplient les coopératives dont ils enlèvent la direction à la bourgeoisie rurale jusqu'ici prédominante et vont jusqu'à constituer des groupements d'exploitation en commun des terres. Les cadres s'intéressent de plus en plus à la gestion des entreprises qu'ils veulent arracher à la domination du capital financier, et sentent la nécessité d'une planification de l'économie afin d'atteindre un rythme régulier de croissance harmonisée ; la jeunesse enfin, dans ses divers mouvements et institutions d'éducation populaire, dépasse ses intérêts immédiats pour poser les problèmes fondamentaux de l'orientation politique du pays.

On assiste, en fait, à la disparition de l'ancien libéralisme, à l'éclatement de la vieille distinction entre un secteur privé, laissé à l'initiative individuelle, et un secteur public, administré par l'Etat. Avec le plan *tout devient public* ; toute activité productrice devient une *fonction sociale*, mais une fonction sociale de plus en plus assumée par des *associations volontaires*, indépendantes de l'Etat politique. *Une société vivante s'organise sur une base contractuelle dans un équilibre des divers pouvoirs*, et l'Etat politique n'apparaît plus que comme l'extrême pointe de la société libre, l'organe qui a le dernier mot, réalise l'arbitrage final entre les divers points de vue présentés par les libres associations.

### **Modifications des données de la vie politique**

Ces transformations modifient profondément, dans les divers pays, les données de la vie politique.

On assiste aujourd'hui, en Angleterre, à la grave crise d'un parti travailliste qui, d'une élection à l'autre, voit davantage s'éloigner la possibilité de reprendre le pouvoir. Les salariés qui estiment appartenir à la classe moyenne ne votent plus pour un parti, trop étroitement lié aux organisations ouvrières. Par ailleurs, un programme terre à terre ne suffit plus aux jeunes qui re-

cherchent sur le plan politique, une orientation d'ensemble conforme à des valeurs morales conscientes et explicitées. Le parti travailliste ne se redressera qu'en se libérant de ses liens exclusifs avec les syndicats, en s'adressant à toutes les couches sociales du pays et en attirant les jeunes par un nouvel idéalisme.

Chez nous, la crise prend une autre forme. Le peuple français rejette aujourd'hui les doctrines abstraites, les idéologies, les philosophies de l'Histoire dont on a abusé et qu'on lui présente encore dans un langage désuet, inadapté à ses préoccupations quotidiennes. Mais pendant qu'il se détache des partis traditionnels, ce peuple prend de plus en plus conscience de l'importance des problèmes politiques. Les syndicats ouvriers dépassent la revendication pour poser les problèmes de répartition, du revenu national, entre l'investissement et la consommation, et s'intéressent à l'aménagement régional du territoire. Les jeunes agriculteurs cherchent à élaborer, dans le cadre du Marché commun, une politique agricole à long terme. L'UNEF déborde les intérêts immédiats des étudiants pour s'engager contre la guerre d'Algérie et poser le problème de la transformation nécessaire des structures et des méthodes de notre enseignement. En même temps se multiplient dans le pays les clubs, forums, groupes d'étude, qui attirent un nombre croissant de participants et exercent une influence décisive sur la formation de l'opinion. Si la réunion publique d'un parti, où certains cherchent à défendre un groupe politique et à attaquer ses concurrents n'attire plus personne, les auditeurs affluent dès que l'on parle de colloque ou de carrefour et que l'on organise, entre les éléments les plus divers, un libre débat sur un problème particulier préalablement défini. Enfin, on voit se multiplier les groupes non partisans, réunissant des hommes de toute origine en vue d'une action particulière, locale, régionale, nationale ou européenne, à but limité. On peut dire que dans un pays où depuis des siècles, le Français concret, tout en élisant de temps en temps des députés, obéissait dans la vie quotidienne aux ordres de l'administration, la démocratie commence enfin à naître par la multiplication de ces associations volontaires qui engagent avec les pouvoirs publics un dialogue permanent.

A travers ces groupements apparaît la division politique de demain. Contre les partisans du statu quo, le capitalisme financier, désireux de maintenir ses positions de monopole, ou la petite bourgeoisie ancrée dans son conservatisme et soucieuse de défendre ses privilèges, fût-ce à l'abri d'une dictature politique, s'affirme une France dynamique, soucieuse de rénovation technique, de service public et de progrès social.

*Cette gauche nouvelle commence à prendre conscience d'elle-même. Mais elle ne trouve pas à s'exprimer dans le cadre ancien des partis politiques.* Les sections locales des divers partis ne représentent, en effet, qu'une proportion infime des électeurs qui seraient prêts, le cas

échéant, à voter pour ces partis. Elles sont dominées par les professionnels de la politique dont le langage, les manœuvres, les mythes, et les méthodes d'action répugnent aux nouveaux venus. Ceux d'entre eux qui, surmontant cette répugnance, adhèrent à un parti, s'inscrivent à une section, mais disparaissent après avoir assisté à 2 ou 3 réunions. Quant à la majorité, ils préfèrent agir par leurs organisations spécialisées et continuent à se dire non politiques. Mais plus ils creusent les problèmes qui les préoccupent, plus ils s'aperçoivent de la nécessité d'avoir un programme d'ensemble, de soumettre au peuple des options précises, de présenter des candidats aux élections, de constituer enfin un groupe parlementaire, chargé de réaliser ce programme. Telle est la situation. Une gauche nouvelle naît. Elle s'exprime par les syndicats ouvriers, l'U.N.E.F., les jeunes agriculteurs, la jeunesse agricole chrétienne, les institutions d'éducation populaire, les divers colloques, forums et carrefours. Tout cela devra, tôt ou tard, se réunir et s'exprimer sur le plan politique.

C'est dire que le parti de demain devra avoir la structure d'un travaillisme élargi où les membres des sections locales seront minoritaires, et où la représentation essentielle sera accordée aux divers organismes qui animent effectivement la vie économique et sociale du pays. Nous ne savons pas encore comment cela se fera, ni quelle forme cela prendra. Mais ce que l'on peut dire, dès maintenant, c'est qu'un parti qui se veut efficace doit, à l'heure actuelle, se considérer d'abord comme une société de pensée, un centre de recherches et de discussion, une institution permanente d'éducation populaire. Sa tâche est d'étudier les grands problèmes de l'heure, d'élaborer un programme d'action à moyen terme, de le soumettre pour observation aux diverses organisations sympathisantes. C'est en liaison avec elles que doit être élaboré le programme définitif et que doit être faite la sélection des candidats qui seront présentés aux élections.

### Relations entre les pouvoirs

Nous ne savons pas quelles seront demain les relations entre le pouvoir parlementaire et l'exécutif. Nous entendons de plus en plus parler d'un régime présidentiel, c'est-à-dire d'une confusion entre les fonctions de chef d'Etat et de chef de gouvernement. Une telle confusion serait dangereuse à l'heure où il importe, précisément, de distinguer soigneusement du pouvoir politique centralisé, le pouvoir contractuel d'une société en voie d'organisation. En fait, pour que le politique puisse fonctionner démocratiquement, il faut que soient constituées en dehors de lui les institutions qui garantissent les libres confrontations. Les autorités locales et régionales, les trois pouvoirs autonomes de la magistrature, de l'information et de l'en-

seignement, doivent trouver, hors du politique et au besoin contre lui, la garantie de leur structure indépendante. Je verrais volontiers, dans ces trois cas, remplacer les ministres par des conseils supérieurs autonomes, directement présidés par le chef de l'Etat. Celui-ci apparaîtrait alors comme le pouvoir social, cependant que le premier ministre, proposé par lui, investi par l'Assemblée et responsable devant elle, disposerait du droit de dissolution qui constitue l'essentiel du pouvoir exécutif en régime parlementaire. Si l'on adoptait un régime présidentiel, on aurait l'avantage de faire désigner directement par le peuple le titulaire du pouvoir exécutif ; mais il faudrait alors confier la garantie des libertés individuelles et de l'autonomie des pouvoirs sociaux, à une Cour suprême dont on voit mal le fonctionnement possible dans un Etat encore national. En fait le régime présidentiel est le régime d'une fédération d'Etats, il suppose des corps régionaux ou nationaux fortement organisés, des pouvoirs autonomes et un équilibre maintenu par une Cour suprême. Il pourrait s'adapter à l'Europe unie, beaucoup plus aisément qu'à la France actuelle.

En tout cas, quel que soit le régime institutionnel de demain, que nous ayons un président de la République élu au suffrage universel, ou un premier ministre responsable devant le Parlement, il y aura toujours un leader. Celui-ci choisira un gouvernement dont les membres dépendront de lui. Au Parlement, le groupe majoritaire devra suivre avec discipline la politique définie par le gouvernement, cependant que la minorité aura la responsabilité de lui opposer une autre politique d'ensemble. C'est dire que ni les ministres, ni les groupes parlementaires ne sauraient plus désormais être soumis à la pression extérieure d'un secrétariat de parti. Le parti continuera à être l'élément inspirateur, animateur et coordinateur d'une série de groupes autonomes, parmi lesquels se situera le groupe parlementaire. Chacun de ces groupes, dans le cadre du programme de politique générale auquel il aura donné son accord, mènera dans la vie quotidienne son action spécialisée. La démocratie, en effet, ne se limite plus au contrôle de l'action de l'Etat au sommet ; elle englobe toutes les activités économiques et sociales ; le socialisme ne consiste pas à conquérir le pouvoir demain, mais à diffuser les pouvoirs aujourd'hui et à jouer, dans chaque institution, un rôle constructif et innovateur.

Dans cette prise de conscience progressive d'une gauche nouvelle, les partis existants, anciens ou nouveaux, auront un rôle important à jouer ; mais ils ne le pourront qu'à condition de modifier profondément leur structure, transformer leur comportement, remplacer les ukases des appareils et la discipline des mécaniques, par un véritable dialogue et l'humble recherche d'une vérité toujours à construire, dont nul ne peut jamais s'affirmer propriétaire.

André PHILIP.

# L'ACTION SUR L'HOMME

## à l'ère du cinéma et de la télévision

**V**OICI quelques pages d'un livre consacré aux problèmes humains posés par le cinéma et la télévision (1) Ses auteurs, Gilbert Cohen-Séat et Pierre Fougeyrollas, se sont efforcés de discerner les mécanismes physiologiques et psychologiques mis en jeu par l'information émanant du cinéma et de la télévision (information visuelle), de décrire l'existence sociale telle qu'elle est modifiée à partir de ces nouvelles données (massification génératrice de l'existence de masse) et d'envisager une intervention destinée à redonner à l'homme un contrôle sur les techniques qui lui ont, pour le moment, en partie échappé.

Voici comment ils tentent d'approcher de la réalité de masse de la civilisation naissante.

### Les appareils règnent, mais l'existence sociale change

Au XIX<sup>e</sup> siècle, il s'est trouvé des théoriciens pour penser que le processus de la désaliénation et de l'émancipation des individus et des sociétés passait par un changement radical du régime de la propriété ; notamment de celle qui s'exerce sur les principaux moyens de produire.

Aujourd'hui, il semble bien que la question décisive, eu égard à l'idéal de la libération de l'homme, ne soit plus celle du statut de la propriété, du moins qu'elle déborde cet aspect. En effet, la massification interne et externe des individus et des sociétés se manifeste aussi bien dans les pays qui se réclament encore de la propriété privée que dans ceux qui ont proclamé le caractère collectif de la propriété des moyens de produire.

Ce qui reste assurément valable dans l'héritage légué à notre époque par le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est l'idée d'un contrôle à exercer par les hommes sur les diverses activités sociales qui émanent d'eux. Mais ce contrôle, cette appropriation, cette prise de possession émancipatrice ne semblent pas réalisables au seul fait d'un changement du régime de la propriété.

Les transformations du statut de la propriété, c'est-à-dire sa socialisation lente ici et sa collectivisation brutale ailleurs, se sont accompagnées d'un accroissement considérable des pouvoirs de l'Etat. Ainsi le citoyen qui pouvait prétendre

jadis à une espèce de participation au pouvoir politique, ou du moins à un certain contrôle de ce pouvoir, s'est trouvé dénué de moyen d'action non seulement pour contrôler l'autorité étatique, mais même pour en limiter l'extension et, à vrai dire, l'omnipotence. La civilisation de masse serait l'ère des individus atomisés et réduits à l'impuissance en face du Léviathan triomphant.

Ainsi l'histoire moderne, après avoir donné, pendant quatre siècles, le plus remarquable exemple sans doute de dynamisme libérateur qui ait jamais été donné, aurait abouti à une pétrification des rapports sociaux fondamentaux sous la domination des appareils d'organisation. Le dynamisme de la civilisation moderne serait alors devenu un dynamisme essentiellement technique entraînant l'homme vers une domination toujours plus assurée et plus étendue de la nature, mais comportant en contre-partie un immobilisme quasi monolithique de l'existence sociale.

Ces schématisations sont principalement fondées sur l'idée que des individus uniformisés par la massification ne seraient plus capables de résister à l'emprise exercée sur eux par les appareils. De ce point de vue la civilisation de masse s'identifierait historiquement avec l'ère des appareils.

On doit cependant remarquer que ces appareils que l'on présente comme omnipotents, suscitent plutôt la résignation des individus que leur enthousiasme, du moins dans les sociétés industrialisées. Hier, le nazisme et le communisme soviétique incarnés dans de gigantesques appareils étaient parvenus à dynamiser l'existence des masses et à les lancer dans d'impérieux et redoutables développements historiques.

Aujourd'hui, il faut aller jusqu'en Chine, c'est-à-dire dans un grand pays sous-développé qui s'efforce de ne plus l'être, pour trouver des dynamisations jusqu'à un certain point comparables. Quant aux pays industrialisés à des degrés divers, dans le monde de l'Ouest et dans le monde de l'Est, on n'y aperçoit plus de phénomènes collectifs de ce type.

Nous sommes donc en droit de nous demander si le règne des appareils ne serait pas plutôt un inter-règne : nous voulons dire par là que la massification des individus qui résulte pour une large part de l'action de l'information nouvelle, leur a fait perdre leurs anciens moyens de contrôle intellectuel au profit des communions affectives, les laissant relativement dépourvus en face des nouvelles forces de structuration. Mais cela ne saurait signifier que cet état de dénuement doit demeurer indéfiniment celui de l'homme.

(1) G. Cohen-Séat et P. Fougeyrollas. L'action sur l'homme, à l'ère du cinéma et de la télévision. A paraître chez Denoël. Avril 1961.

Ces millions d'individus qui regardent la télévision en famille...

### **La crise des idéologies et le passage du verbal au visuel**

Né au XIX<sup>e</sup> siècle, le terme d'idéologie a désigné des manifestations de la pensée humaine ou, plus exactement, des produits de la représentation sociale qui ont joué un rôle capital au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'idéologie est une expression de la condition sociale des hommes qui, méconnaissant sa propre relativité historique, se veut prévision de l'avenir des sociétés et thérapeutique globale et définitive des malaises et des souffrances individuels et collectifs.

Depuis 1945, les idéologies du socialisme et du nationalisme se montrent encore puissantes dans les pays sous-développés, mais déjà atténuées dans leur dynamisme au sein des nations industrialisées ou en voie d'industrialisation de l'Ouest et de l'Est. Clairement ou obscurément, beaucoup de nos contemporains vivant dans des sociétés industrielles comprennent que les schémas idéologiques n'expriment plus correctement la réalité humaine.

La crise des idéologies a éclaté et s'est développée quand il est apparu que le cadre national ne pouvait contenir le nouveau dynamisme de la société actuelle et de ses diverses activités et que la collectivisation de la propriété des moyens de production ne résolvait pas la question du contrôle de ces mêmes activités par l'homme. Cette crise a été radicalisée par le passage du verbal au visuel comme mode d'expression privilégié. Car les idéologies prétendaient toutes rationaliser l'existence humaine en rationalisant l'organisation sociale, alors qu'aujourd'hui la massification résultant notamment de l'information visuelle modifie le rapport du rationnel et de

l'irrationnel dans l'homme de telle sorte que ce n'est plus au niveau de l'organisation sociale que se pose le principal problème.

Le moment est donc venu de ne plus prendre l'idéologie pour ce qu'elle prétend être. Le moment est venu de la considérer comme un produit de la civilisation industrielle et non comme un instrument intellectuel utilisable dans la recherche de la vérité et dans la prospection de l'avenir.

Intervenant dans ce contexte, le changement du mode d'expression privilégié fait rebondir les problèmes ou, plus exactement, en fait surgir de nouveaux. Jusque-là, l'homme avait essayé d'ajuster ses idées à la réalité du monde afin de tenter, dans un second moment, de refaire le monde à partir de ses idées. Aujourd'hui, l'homme découvre qu'il est, pour ainsi dire, fait de l'intérieur et tout autrement qu'il n'avait pu l'être par le passé.

Des expressions comme l'ère des idéologies ou l'ère des appareils impliquent que l'homme est passé par divers avatars sociaux dont il lui appartient de sortir en modelant à nouveau l'organisation sociale. Or, dans le même temps, c'est lui, l'homme actuel, qui risque d'être modelé, voire repétri sous les effets d'un nouveau mode d'expression générateur d'un nouveau mode d'existence.

Le problème demeure donc celui de l'émancipation humaine ou, plus précisément, celui de la réalisation du plus haut degré d'émancipation rendu possible dans un temps donné. Mais cette tâche, pour relative et limitée qu'elle apparaisse, aucune idéologie, ni aucune lutte dirigée contre des appareils existants ne suffit à la mener à bien.

Puisque l'homme actuellement se fait, se défait, devient autre, il doit d'abord chercher à connaître cette réalité, sienne et étrangère à la fois, ce processus dans lequel il est engagé. C'est pourquoi s'impose le dessein d'une *nouvelle anthropologie* dont les perspectives sont loin de se dessiner clairement, mais dont l'impérieuse nécessité ne peut être méconnue. (2)

Il est à peine besoin de rappeler que tout notre système éducatif actuel considère le langage verbal comme l'instrument privilégié de la formation et de la culture. Il cherche à adapter les individus au monde social par l'apprentissage d'un *savoir-faire verbal*. Pour la caractériser, il faudrait inverser le mot de Boileau et dire que ce qui est clairement énoncé est présumé bien conçu.

Eduquer, c'est alors adapter l'homme au monde en lui apprenant un langage grâce auquel il pourra dire le monde et se dire lui-même avant et afin d'agir en toute connaissance de cause. Les Grecs furent si émerveillés par la puissance du langage ainsi conçu, c'est-à-dire de la pensée verbalisée, qu'ils n'imaginèrent même pas un monde où ce pouvoir fléchirait jamais sous des formes obscures de la vie. Pour eux, découvrir et dire le Bien, c'était du même coup le faire ; le but était de le découvrir là où il est et de dire le vrai Bien. La pensée issue de la Bible comprit en revanche que le faire de l'homme ne se réduit pas à son dire et qu'une chose était de dévoiler le Bien et une autre de l'accomplir. Mais

(2) Il s'agit, bien entendu, non pas d'une synthèse en extension des diverses disciplines traitant de l'homme et de la société, mais d'une approche en compréhension de l'être et du devenir de l'homme dans leur globalité.

notre éducation moderne, qui en cela tend à se réduire à une instruction, cherche avant tout à faire distinguer et dire les valeurs comme par un apprentissage de la verbalisation. Pour autant qu'elle ne se réduise pas à cet apprentissage, elle est un dressage, c'est-à-dire une acquisition de conditionnement socialement efficace.

Jusqu'à l'apparition de l'information visuelle, ce système pédagogique pouvait passer pour rationnel, équilibrant et efficace. Mais l'intervention des moyens modernes et la puissance des images visuelles tendent à modifier la hiérarchie des fonctions que nous venons de décrire.

Mais à quoi servirait d'avoir réussi à favoriser la maturation des fonctions fondamentales et à susciter le développement des fonctions de perfectionnement, si des troubles artificiels devaient ruiner par leur déploiement chaotique l'équilibre obtenu ?

Tandis que les éducateurs actuels continuent par exemple à chercher une adaptation de la jeunesse à la vie sociale à partir du système culturel d'hier dont le verbal est le mode d'expression privilégié, l'information visuelle tend à agir d'emblée en marge de ce système et provoque un développe-

ment luxuriant de nouveaux possibles et finalement de nouveaux besoins plus impérieusement éprouvés que les anciens.

Nulle réforme classique de l'enseignement, nulle révision bureaucratique des programmes, nul aménagement formel des structures scolaires et universitaires ne permettrait de combler le fossé qui se creuse de plus en plus profondément entre l'éducation traditionnelle et le mode nouveau de représentation et d'existence.

Il va de soi que ce n'est pas l'introduction, fût-elle massive, de ce que l'on appelle les moyens audio-visuels dans l'enseignement qui suffirait, pour souhaitable qu'elle soit, par ailleurs, à résoudre ce problème, bien au contraire. Il ne s'agit pas de visualiser techniquement l'éducation, mais de faire en sorte que l'éducation adapte l'homme aux manifestations de l'iconsphère dans laquelle il est entré. Il s'agit de surmonter l'actuelle crise de l'éducation dont le caractère universel est tout à fait radical.

Cette crise se présente à la fois comme une *crise des savoirs* et comme une *crise des valeurs*.

La crise des savoirs est attestée par les éducateurs lorsqu'ils

*... participent à une communion affective plus intense et plus vaste que celle des foules visiblement agglomérées.*

paient de la baisse de niveau de leurs élèves ou de leurs étudiants. Sans doute convient-il de faire de sérieuses réserves au sujet d'un tel diagnostic. Il est notamment faux pensons-nous, que la jeunesse actuelle soit moins riche, moins dynamique, moins apte à la réflexion et à l'exercice le plus élevé de la pensée que les générations qui l'ont précédée. Mais ce qui est vrai, c'est qu'elle apparaît comme moins bien adaptée au monde culturel dans lequel les éducateurs cherchent à l'introduire.

Détérioration du savoir-faire linguistique, c'est-à-dire, un foisonnement des fautes d'orthographe et de style, détérioration du pouvoir de construction du discours, c'est-à-dire un manque de plan dans les exposés et les dissertations, détérioration de la capacité de formulation, c'est-à-dire un envahissement de la pensée par le flou et le confus, voilà quelques symptômes observés couramment par les éducateurs.

S'agit-il, à proprement parler d'une baisse du niveau intellectuel ? Nous croyons qu'il s'agit uniquement d'un désarroi transitionnel lié au changement du mode d'expression privilégié, que la jeunesse vit d'autant plus difficilement que son bagage est de surcroît surchargé par les messages verbaux d'un enseignement inchangé dans son fonds.

C'est donc, si l'on veut surmonter la crise des savoirs, l'esprit même de l'instruction qu'il faut radicalement changer. Et cette tâche est d'autant plus importante que cette crise, nous l'avons vu, s'accompagne d'une crise des valeurs concernant l'éducation dans sa globalité et non seulement cet aspect partiel d'elle-même connu sous le nom d'instruction.

Quand nous parlons ici de la crise des valeurs nous désignons non un thème du prophétisme philosophique tel qu'il pouvait apparaître chez Nietzsche, il y a cent ans, mais une réalité psychologique de masse vécue à des degrés divers par la plupart des hommes de notre temps. On peut dire, à cet égard, que la crise des valeurs s'est développée à travers l'élaboration, l'apogée et l'effondrement des idéologies.

En réalité, les valeurs traditionnelles conservent naturellement des adeptes. Devant l'effondrement des idéologies, le maintien des convictions religieuses d'origine plus ancienne prend même parfois les traits d'une restauration de la puissance de la religion. Mais les esprits religieux reconnaissent eux-mêmes que le *devenir-autre* de l'homme contemporain les laisse pour une part démunis : ils voient bien ce qu'il faudrait conserver mais ils n'aperçoivent pas ce qu'il faudrait inventer. Aussi sommes-nous fondés, semble-t-il, à prétendre que l'effondrement des idéologies place la masse de nos contemporains dans une situation que l'appel aux valeurs traditionnelles ne semble pas pouvoir pleinement résoudre pour la plupart d'entre eux.

### La transmutation des valeurs

La crise des valeurs contemporaines tient dans le fait que la civilisation moderne s'était représenté les valeurs comme des idées, autrement dit comme des principes et que l'homme de masse de notre actuelle civilisation ne croit plus, en un sens, aux idées comme telles. Il y croit d'autant moins qu'elles ex-

priment plus mal ce qu'il éprouve sous l'influence de l'information visuelle et qu'elles rendent plus mal compte de ce nouveau vécu auquel il est en proie. Il y croit d'autant moins qu'elles s'étaient hier cristallisées en idéologies annonçant l'émancipation imminente de l'humanité et que rien de tel ne s'est effectivement produit. La jeunesse qui n'a pas participé aux idéologies dans le temps où elles exprimaient encore un certain élan dont elles étaient issues, et qui peut à loisir considérer les décombres du monde idéologique de la génération précédente, est inévitablement sensible au nihilisme de l'époque. La mutation par laquelle nous passons, n'est pas vécue par elle comme une mutation mais plutôt comme un manque de valeur, c'est-à-dire comme une existence dévalorisée.

On comprend que, dans ces conditions, il y ait une antinomie fondamentale entre une éducation cherchant à adapter la jeunesse à la vie sociale et cette jeunesse pour qui la vie sociale a perdu ses significations axiologiques. Car le véritable décalage, la véritable coupure se situe, à l'intérieur même de l'homme, entre la nouvelle richesse de son existence et l'ancienne représentation du monde qui est encore la sienne. La crise des valeurs n'est peut-être pas la crise de toutes les valeurs, mais seulement de celles qui liées à une vision du monde passée et dépassée ne peuvent plus inspirer et animer l'existence présente.

Les nouvelles valeurs qu'il appartient maintenant à l'homme de reconnaître ou, plus simplement peut-être celles qu'il doit préserver et auxquelles il doit reconnaître la permanence, nous ne savons pas encore ce qu'elles sont. Mais nous savons qu'elles ne peuvent apparaître en toute clarté qu'au terme d'un effort de compréhension de la nouvelle réalité humaine.

Sous l'influence de l'information visuelle, les individus cessent d'être des vivants conscients d'eux-mêmes qui s'efforcent d'ajuster délibérément des moyens à des fins choisies par eux en tout état de cause. Ils deviennent des vivants en proie à un dynamisme issu des profondeurs dont ils n'ont pas le contrôle. Ils visent moins telle fin déterminée qu'ils n'accomplissent sous la poussée de ces forces les actes qui en résultent.

L'ancienne représentation du monde exprimait la suite des conditionnements par lesquels passaient inévitablement les individus. La nouvelle vision du monde se manifeste, au contraire, dans le moment présent, par des destructurations en chaîne. L'ancienne éducation veillait à l'enchaînement des conditionnements naturels et s'efforçait de les prolonger par des conditionnements sociaux en faisant obstacle aux conditionnements artificiels susceptibles d'engendrer le désarroi. La nouvelle éducation, au contraire, doit partir de l'angoisse consubstantielle à l'homme d'aujourd'hui, elle doit partir des destructurations en chaîne dont l'information visuelle est la cause éminente, pour permettre aux individus de prendre conscience de ces destructurations et d'élaborer vis-à-vis d'elles des moyens de rééquilibration ou de contrôle. La nouvelle éducation ne devrait pas prétendre être directement formatrice, elle chercherait à comprendre comment l'homme se forme compte tenu des nouveaux modes d'expression et d'existence et à intervenir par le biais susceptible de fournir à cet égard une efficacité non de structuration mais d'orientation et d'équilibre, c'est-à-dire respectueuse de la personne humaine entendue comme valeur et comme projet fondamental.

Gilbert COHEN-SEAT et Pierre FOUGEYROLLAS.

## “ SÉDUCTION MARXISTE ”

### et PAYS en VOIE de DÉVELOPPEMENT

**P**RES de 18 milliards de dollars : tel est le montant total de l'aide accordée de 1954 à 1959 par les pays occidentaux aux pays en voie de développement. Dans le même laps de temps, l'aide en provenance des pays communistes n'atteint pas 4.000 milliards. Un peu plus du cinquième de l'aide occidentale ! Voilà les chiffres.

Et, cependant, Moscou et Pékin jouissent d'un pouvoir d'attraction, voire de fascination à l'égard des peuples du Tiers Monde qui est sans comparaison avec l'aide réelle accordée, et qui trop souvent accule l'Occident à une défensive bien incapable de susciter quelque enthousiasme de la part de ces jeunes nations. Voilà les faits.

Pourquoi cette véritable « séduction » qu'exercent vis-à-vis des peuples en voie de développement, les Etats marxistes et dans une certaine mesure le marxisme lui-même ? Est-elle profonde ? Est-elle durable ?

Quels sont les atouts dont disposent les « séducteurs » ? Leur méthode, leur technique, leur stratégie et leur tactique ? Quelles sont leurs chances ? Telles sont les questions auxquelles ces quelques pages voudraient contribuer à apporter une réponse.

La recherche vaut d'être tentée car ce qui est en cause c'est tout à la fois l'avenir de ces peuples (à quoi bon s'être libéré de la domination coloniale s'ils doivent être progressivement enchaînés — insensiblement même — par une autre servitude ?) et l'avenir même de la planète tout entière.

De l'orientation que prendront les peuples en voie de développement dépend en effet celle de l'humanité. Si les peuples du Tiers Monde ralliaient le camp du « socialisme » soviétique ou chinois, peu importerait alors que ce dernier soit tenu en échec à Berlin, sur l'Elbe ou devant Formose : humainement, sa victoire apparaîtrait comme quasi certaine.

De cela, Lénine était conscient et Khrouchtchev l'a bien compris qui en a fait le fondement de sa politique extérieure. Au service de celle-ci tout un ensemble complexe allant d'une technique soigneusement mise au point dans la distribution de l'aide économique à l'utilisation de « mythes » politico-affectifs.

#### Des « mythes »

Ces derniers constituent peut-être les atouts les plus importants de l'entreprise de séduction. Ils donnent à toute l'opération un support affectif qui lui permet d'emporter l'adhésion des masses. Dans cette perspective, l'aide matérielle prend d'autant plus d'importance qu'un courant quasi passionnel a été préalablement créé. Ces marxistes qui ne sont point des sentimentaux savent utiliser le sentiment !

« Grosso modo », et quelque peu arbitrairement, on peut en distinguer quatre.

#### *Le mythe de « l'adversaire commun ».*

Cet adversaire, c'est l'impérialisme. On l'identifie avec le capitalisme, celui-ci est à son tour identifié avec l'Occident et le tour est joué. On invoque Lénine : « L'impérialisme est l'étape suprême du capitalisme » et l'on fait appel à des arguments inspirés du schéma suivant : « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis. » Les capitalistes occidentaux sont les ennemis de l'Union soviétique ; les impérialistes occidentaux sont les ennemis des peuples d'Afrique et d'Asie qu'ils ont opprimés ; les peuples afro-asiatiques et l'Union soviétique ont les mêmes ennemis : les Occidentaux. Contre eux, ils doivent donc s'allier.

Ils ont un adversaire commun et le marxisme apparaît comme la double critique du capitalisme et de l'impérialisme présentés comme étant de même nature, l'un étant engendré par l'autre.

#### *Le mythe du nouveau prolétariat.*

Ici encore, on procède par assimilation. La lutte des « peuples prolétaires » sera identifiée à celle du « prolétariat ». Même communauté de destin et d'intérêts.

On rejoint les thèses déjà défendues par Lénine dans les années 20 : la révolution sociale en Europe et dans les « pays avancés », et la révolution nationale dans les « pays attardés » constituent un seul et même problème. Il faut unir le « prolétariat » et les « esclaves des colonies ».

La thèse, on le voit, n'est pas nouvelle, mais aujourd'hui elle est remise au premier plan. On insiste sur les analogies existant entre la lutte menée par le prolétariat pour renverser le capitalisme et celles des « peuples prolétaires » contre le colonialisme. Le marxisme apparaît ici comme « émancipateur » — doctrine et méthode d'émancipation — et c'est à une sorte de solidarité de classe qu'il est fait appel.

#### *Le mythe du « bol de riz ».*

C'est celui que M. Razafimbahiny — syndicaliste croyant malgache et président de la Commission des pays et territoires d'outre-mer du Conseil économique et social européen — décrit ainsi :

« N'en, ayant ni la possibilité ni le désir, les paysans africains et malgaches ne vont pas chercher à approfondir les indications fournies par les statistiques russes et chinoises, quant à l'accroissement du revenu national de ces dix dernières années. L'image qui attire ces populations, c'est celle de ce paysan chinois qui, hier encore, lisait la tristesse horrible de la faim dans les yeux de ses enfants et qui, aujourd'hui, peut leur assurer leur bol de riz quotidien. Cette

vision détient un pouvoir véritablement incantatoire au sein des consciences de nos populations. »

Ces lignes datent de décembre 1959 (1). Depuis, la Chine a connu les difficultés agricoles que l'on sait, difficultés qu'à un degré moindre d'ailleurs l'Union soviétique rencontre aussi. Le mythe va-t-il donc être détruit ?

Rien n'est moins certain. Tout d'abord parce qu'un mythe ne meurt pas aussi facilement que cela : il a fallu du temps pour le forger, il en faut plus encore pour le détruire. Ensuite parce que la Chine sera présentée non pas comme un pays qui subit la famine comme elle l'a subie tout au long de son histoire, mais qui a engagé la lutte contre elle et qui mobilise toutes ses forces pour la vaincre. Et c'est une image qui, elle aussi, fera choc, parce qu'elle est bien connue de beaucoup de ces peuples : cette image, c'est la leur.

Ce compagnonnage de la misère et de la faim, et de l'espoir de vaincre cette misère et cette faim est lui aussi créateur de solidarité. Que l'on se souvienne du retentissement du voyage de Khrouchtchev en Inde et en Birmanie. Beaucoup de discours, un seul thème : « Nous, Soviétiques, nous sommes prêts à partager avec vous jusqu'à notre dernier morceau de pain. »

### **Le mythe de l'efficacité.**

C'est sans doute le plus redoutable, le plus « efficace ». Lorsque beaucoup de dirigeants politiques ou syndicalistes, une importante fraction de « l'intelligenza » et de la jeunesse regardent vers l'Est... que cherchent-ils avant tout ? Non point tant une doctrine qu'une méthode : celle du succès.

Les Etats communistes apparaissent comme l'exemple de réussites spectaculaires obtenues sans le concours des Etats capitalistes — et bien souvent malgré leur hostilité — par la seule application des méthodes marxistes au travail de leurs habitants.

Le marxisme « vécu » apparaît ainsi comme un « modèle de développement ». C'est d'abord comme tel qu'il est proposé et comme tel qu'il excite l'intérêt des hommes en quête de tels modèles et à qui l'Occident « officiel » n'a rien à proposer.

## **Une politique globale**

Mais les mythes ne peuvent suffire à asseoir une influence. Il faut une politique. Celle-ci existe. Et parmi d'autres qualités qui font défaut aux politiques occidentales, c'est d'une part que l'on peut parler d'elle au singulier (2) alors que l'on doit parler des autres au pluriel et d'autre part qu'elle peut être qualifiée de globale. Tout se tient tant dans la conception que dans la réalisation et c'est une politique d'ensemble que l'U.R.S.S. — et derrière elle les satellites — mène en direction du Tiers Monde ; la politique « d'aide » n'est qu'un élément d'un tout auquel elle est subordonnée.

Quelques traits essentiels nous permettent d'en mieux saisir l'orientation..

Elle ne semble pas axée — aujourd'hui tout au moins — sur la réalisation du communisme dans un proche avenir : on sacrifiera volontiers les communistes du pays dont on recherche l'alliance. (Nasser peut pendre ou emprisonner « ses » communistes en toute tranquillité. L'Union Soviétique ne s'en est jamais inquiété lorsqu'il s'est agi de signer un quelconque accord).

Elle ne recherche guère le développement des partis communistes nationaux. Elle s'appuie plus volontiers sur les mouvements syndicaux susceptibles d'encadrer les masses ouvrières paysannes et de les rallier à des programmes de revendications « progressistes ».

Elle tend ainsi à se poser en « champion de l'anticolonialisme » accordant un soutien « inconditionnel » aux peuples en lutte pour leur indépendance.

Dans sa réalisation, l'accent est mis sur trois points :

● « L'Appui idéologique » apporté aux peuples de couleur. On insiste sur le message de fraternité et d'égalité des hommes et des peuples de l'Univers proposé par le communisme. On remarquera l'emploi fréquent de l'expression « amitié des peuples » dans les congrès, les rassemblements, les articles. Et ce n'est point par hasard que l'université ouverte à Moscou pour les étudiants d'Afrique et d'Asie porte ce nom. La politique appliquée rejoint ici le mythe.

● L'aide économique et technique offerte à tous les pays afro-asiatiques qui le désirent : On affirme qu'il n'y a aucune contre partie politique, on le proclame et apparemment tout au moins il en est ainsi. On rejette ostensiblement l'idée d'assortir cette aide d'un pacte militaire et l'on ajoute « à la différence des Américains et des Occidentaux ».

En fait l'aide militaire n'est jamais proposée. Les soviétiques attendent qu'elle soit sollicitée. Elle n'intervient qu'après l'aide économique et elle ne doit pas apparaître comme liée.

● « L'absence de visée impérialistes » de l'Union Soviétique qui ne demande à personne de conclure des pactes militaires avec elle. Ce caractère militairement désintéressé est certainement l'un des aspects auquel l'U.R.S.S. tient le plus..., en apparence, bien entendu. Mais c'est sans doute celui qui est politique le plus rentable.

## **Des méthodes efficaces**

Par quelles méthodes cette politique va-t-elle être mise en œuvre ? Une très sommaire analyse nous permet de mieux cerner le caractère de l'aide soviétique.

Elle dépend directement de l'organe politique suprême. Directement rattaché à la Présidence du Conseil, le Comité pour les relations économiques avec les pays étrangers coiffe l'ensemble des organismes chargés d'exécuter le programme d'aide. C'est un véritable Etat-major économique à la disposition du Président du Conseil (en l'occurrence M. Khrouchtchev).

(1) Labor. — Revue de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens.

(2) Mais la Chine ne voudra-t-elle pas avoir « sa » politique en ce domaine ? Déjà la question se pose.



Techniquement l'aide soviétique est le plus souvent de caractère bilatéral.

L'U.R.S.S. répugne à passer par le canal des Nations Unies : il s'agit là d'une constante de sa politique d'assistance. Il convient de la souligner et de la mettre en pleine clarté car elle est contraire au désir général des pays en voie de développement qui de plus en plus craignent d'être entraînés dans l'affrontement Est-Ouest et voient dans les Nations-Unies le moyen d'y échapper.

Le « spectaculaire » est recherché. Il s'agit de frapper les imaginations : une mise en scène soignée accompagnera toujours l'annonce de la décision de principe.

La négociation est rapide. **Aucune justification économique n'est demandée** : la seule rentabilité considérée est la rentabilité politique ; mais une fois l'accord signé, le rythme change : l'exécution des travaux est beaucoup plus lente.

**Le taux d'intérêt est faible (2 ou 2,5 %)** ; les modalités de remboursement sont très favorables pour les emprunteurs. (longs délais — paiement en monnaie locale ou sous forme de produits d'exportations, etc...).

L'aide économique se double d'une assistance technique en constant développement. La cadence de formation des experts et techniciens pour les pays en voie de développement s'accélère en Union soviétique. Elle dispose là d'une arme redoutable de pénétration. L'Occident est-il capable de tenir le même rythme ? Techniquement oui. Mais veut-il en prendre les moyens.

Cette aide se prolonge dans l'effort accompli pour attirer en U.R.S.S. les étudiants d'Asie et d'Afrique dont on espère bien qu'ils seront — une fois revenus dans leurs pays — les meilleurs propagandistes du marxisme militant.

## Rien n'est joué

Au terme de cet examen — trop rapide pour être complet — il faut répondre à une question. **Moins élevée que celle de l'Occident, l'aide en provenance des pays communistes apparaît comme étant politiquement plus rentable : pourquoi ?**

Trois raisons principales :

— baignant dans une idéologie de « libération », elle est liée à un « modèle de développement ».

— elle se présente comme l'antithèse du système colonialiste.

— elle s'appuie sur une politique d'ensemble dont elle n'est qu'un élément.

Conduite méthodiquement, elle est instrument et moyen d'exécution de la politique générale du bloc communiste. Aux yeux des bénéficiaires, elle veut apparaître — et le plus souvent elle réussit à apparaître — comme « non politisée ». En réalité, s'il est exact que les pays communistes ne posent pas de conditions politiques pour l'octroi de l'aide, ils ne la décident que pour des motifs d'efficacité politique.

Sans doute l'étape actuelle n'est-elle pas celle de la recherche de la domination directe. Il s'agit vraiment d'une entreprise de séduction. Mais déjà derrière l'aide économique apparaît l'effort d'encadrement politique (en Guinée par exemple) ou la conclusion d'alliance (Cuba par exemple).

Et il est vrai que cette méthode donne des résultats puis-

que depuis plusieurs années on doit enregistrer une poussée de l'influence soviétique à travers le monde.

Faut-il pour cela croire que tout est joué et que l'U.R.S.S. a maintenant acquis la certitude de faire basculer de son côté le Tiers Monde ? Certainement pas. Le défaitisme n'est pas de mise. Notamment en un moment où des contradictions se manifestent au sein du camp communiste (en particulier au sujet de l'aide aux pays sous-développés, la Chine voulant qu'une aide préférentielle soit accordée aux pays communistes, ce qui est contradictoire avec l'orientation de la politique soviétique en la matière). En un moment aussi où l'U.R.S.S. commet des erreurs politiques dans ses rapports avec les « non-engagés » et dans son attitude à l'O.N.U. Rien n'est donc joué.

Mais sachons-le bien : on ne combattra pas la séduction marxiste en se contentant de la dénoncer, ou de s'en lamenter, ou encore de se complaire dans le regret d'un passé définitivement révolu. Et non plus en prétendant y opposer le vieux système libéral. C'est « autre chose » qu'il faut proposer à ces peuples en marche. Et n'oublions pas que le matérialisme « vécu », trop souvent concrètement pratiqué par l'Occident, est le meilleur allié du matérialisme dialectique des marxistes (1) à qui il ouvre la voie sans bien entendu le savoir.

On peut lire sous la signature d'E. Bonnefous dans la dernière page d'un livre fort intéressant par ailleurs (*La Terre et la Faim des Hommes*, chez Fayard), cette phrase : « C'est seulement dans une politique d'investissements rentables et coordonnés que l'Occident maintiendra son influence dans le monde ».

Je crois, quant à moi, que la recherche prioritaire d'une rentabilité de type capitaliste est le moyen le plus certain pour l'Occident de perdre son influence. Et j'ajoute que le vrai problème n'est pas d'abord de chercher à maintenir une « influence » occidentale, mais de contribuer à construire une politique de développement et de promotion des peuples dans laquelle ceux du Tiers Monde ne sont pas considérés comme des assistés ou des satellites mais comme des partenaires, avec des droits et des obligations. « L'influence » viendra par surcroît.

A cette vision du monde, à ce modèle de développement, à ce désintéressement affecté qu'offrent les Etats marxistes, quel modèle, quelle vision, quel désintéressement vrai, sommes-nous capables d'opposer ? A ce fallacieux espoir, quelle authentique espérance ?

Voilà le vrai problème. De la réponse que nous saurons y apporter, dépend la manière dont nous saurons surpasser la séduction marxiste.

Cela suppose que nous prenions au sérieux les valeurs sur lesquelles est fondée notre civilisation ; cela suppose surtout que nous sachions leur donner leur vraie dimension qui est universelle.

Philippe FARENE.

(1) Il existe une incompatibilité profonde entre la méthode de production à outrance du type totalitaire, sans aucun égard au coût social et humain de cette production, et la conception africaine et malgache de l'homme, de sa dignité et de la vie, de la profondeur de la spiritualité et des forces d'infériorité en Afrique et à Madagascar.

De son livre intitulé « Cinq hommes et la France », qui paraîtra en mai aux Editions du Seuil, Jean Lacouture nous a autorisés à publier quelques passages extraits du chapitre consacré au président Bourguiba.

## Habib BOURGUIBA et la FRANCE

de 1956 à 1961

LES huit mois d'autonomie interne, le passage de ce régime à celui d'indépendance, les premières expériences de la souveraineté internationale, M. Bourguiba les aura vécus aux côtés de l'homme qui représentait la France en Tunisie dans cette dangereuse période de mue : M. Roger Seydoux.

Entre ces deux hommes qui se connaissaient lucidement, M. Seydoux ayant mesuré tout ce que la pétulance de M. Bourguiba recèle de sinuose adresse, le leader tunisien sachant parfaitement que l'adresse courtoise de l'ambassadeur avait pour limite une fermeté armée d'instructions, s'instaura un régime de coopération combative, émaillée d'escarmouches, coupée d'orages et de ruptures.

C'est au cours des premiers mois de l'indépendance que ces relations furent les plus sereines. Habib Bourguiba, qui n'était encore que le président du Néo-Destour, mais n'avait aucune peine à s'imposer comme le maître du pays, multipliait les déclarations et les initiatives tendant à matérialiser l'« interdépendance » entre la Tunisie et la France et à libérer l'esprit de ses compatriotes de tout complexe colonial. Le 28 mars 1956 rentrant de Paris il trouvait tout naturel d'annoncer que les forces de sécurité tunisiennes allaient coopérer avec l'armée française pour rétablir l'ordre dans le Sud où quelques groupes de fellagas tenaient encore la campagne.

Cinq jours plus tard, au cours d'une tournée dans le Sahel, il déclarait devant une foule où avaient pris place de nombreux Français, que *le régime colonial a été le coup de fouet à l'origine de notre renaissance. Sans lui, ajoutait-il, nous ne serions pas arrivés au stade où nous nous trouvons... Tout cela, nous ne pouvions le dire avant, mais maintenant que nous sommes débarrassés de tout complexe, nous devons le dire : c'est à la France que nous devons notre liberté, c'est la France qui nous a — après une lutte, des larmes et du sang — accordé notre indépendance.* (1)

Propos remarquables de sérénité, on en conviendra. Mais que devait surpasser en audace, quelques jours plus tard, le 19 avril, l'éloge adressé par Habib Bourguiba aux fonctionnaires français des services de sécurité de Tunis.

Mais deux nuages apparaissaient déjà, qui allaient crever, balayant en partie l'édifice bâti en hâte sur les vestiges de l'autonomie interne : la présence militaire française en Tunisie et la guerre d'Algérie. Certes, la première aurait pu prendre un caractère bien différent, elle aurait pu être partiellement

« digérée » si la seconde n'avait paru faire jouer à la Tunisie le rôle d'une base contre les insurgés algériens. Mais peut-être les conventions n'avaient-elles pas suffisamment tenu compte de la sensibilité tunisienne, à l'heure où l'émancipation du pays était encore neuve, et fragile.

### L'affaire Ben Bella

Les accords d'indépendance de 1956 n'ayant pas apporté sur ce point de novation aux conventions d'autonomie interne de 1955, les autorités françaises étaient en droit de s'en tenir à des textes qui leur accordaient de larges facilités militaires. L'ampleur de cette présence et la liberté de mouvement accordée aux troupes françaises n'avaient pas été sans utilité pour le gouvernement tunisien lorsqu'il avait fallu, contre les bandes plus ou moins « youssefistes », rétablir l'ordre dans le Sud.

La première crise sérieuse éclata à la fin d'octobre 1956, au lendemain de l'enlèvement, par les autorités d'Alger, d'Ahmed ben Bella et de ses compagnons, qui étaient alors attendus à Tunis pour y tenir une conférence avec Mohammed V et Habib Bourguiba. Au premier, hôte des dirigeants algériens, cet acte apparut comme un crime. Au second, organisateur de la conférence, il sembla plus encore une faute. Et c'est apparemment le sentiment que partagea le nouvel ambassadeur de France, Pierre de Leusse — qui venait de succéder à M. Seydoux — puisqu'il donna aussitôt sa démission. Ce qui valut à son prédécesseur d'être renvoyé en « mission spéciale » à Tunis.

C'est grâce à la lucidité de M. Bourguiba et de M. Seydoux — et au sang-froid dont témoigna le général Gambiez, commandant supérieur des troupes françaises — que furent évités des accrochages désastreux.

La réaction tunisienne au coup d'Alger avait été vive : partout, les premiers éléments de l'armée et les milices de la Garde nationale avaient dressé des barrages autour des bases et des postes occupés par les troupes françaises. Le moindre mouvement de ces forces risquait de déclencher un drame. D'autre part, le 1<sup>er</sup> novembre, anniversaire du soulèvement algérien, approchait : ne pouvait-on s'attendre, dans un tel climat de fièvre, à des horreurs de même nature que celles qu'avait entraînées à Meknès l'enlèvement de Ben Bella ?

Habib Bourguiba déploya, dans cette épreuve, toutes les ressources de son prestige et de son énergie pour éviter le pire : appels au calme lancés à la radio, ordres stricts aux troupes,

(1) *Le Monde*, 2 avril 1956.

interdiction des manifestations et cortèges. Le « combattant suprême » donnait tous les témoignages d'un sang-froid d'homme d'Etat, et, selon le propos de son partenaire français, *jouait avec courage et décision la carte de la coopération avec la France dans l'immédiat et vraisemblablement aussi pour l'avenir.*

Si exaspérés qu'aient pu être, en l'occurrence, les cadres politiques tunisiens, Bourguiba est obéi : les barrages sont enlevés, l'ordre est rétabli en huit jours. Mais l'homme est trop bon machiavélien pour n'avoir pas su utiliser la crise à son profit, face à la présence militaire française qui, le « youssefisme » étant vaincu, ne lui est plus qu'une charge. En échange de la suppression des barrages et de la restitution aux forces françaises de leur liberté de mouvement, il en a obtenu un substantiel allègement.

Désormais, c'est à cet objectif qu'il va consacrer tous ses efforts. Mis à part le cas de Bizerte — que la crise de février 1958 lui donnera l'occasion de poser — il procède à un grignotage tantôt patient, tantôt tumultueux, des positions militaires françaises ; et il le fait alors en nationaliste tunisien inquiet du moyen de pression sur sa propre souveraineté que cette force laisse à la France, plus qu'en ami des insurgés algériens. C'était là sa principale préoccupation lorsque je lui rendis visite, au mois de février 1957, dans sa grande villa de Saïda, près de Carthage.

Les tempes ont blanchi, la mâchoire s'est alourdie, les gestes ont pris une sorte de solennité. La somptueuse veste d'intérieur qu'il porte accentue son allure de grand acteur au repos. Il paraît un peu tassé, mais non courbé, moins svelte seulement. C'est tout de même, après tant d'années de luttes et d'internement, un homme encore jeune, en pleine force. Il ne s'attarde pas à évoquer les souvenirs :

*Il va falloir trouver avec la France une formule qui épargne à la Tunisie de vivre à la merci d'un caprice du commandement français, à la merci aussi d'on ne sait quel débordement de la guerre d'Algérie... il faudra vite faire la paix. Nous, nous avons pu limiter l'affaire anarchique des fellagas. Mais qu'on ne laisse pas trop grandir ce mouvement des Aurès, ces hommes en armes sur la montagne. Ils sont terribles et affamés... C'est la révolution qui déferlera sur nous, si on ne sait composer sagement avec eux, et satisfaire leurs justes aspirations...*

Le lendemain débarquait à Tunis M. Maurice Faure, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. On pouvait augurer favorablement des entretiens qu'aurait avec le chef du gouvernement tunisien ce Méridional à l'œil bleu et à la tête froide. L'affaire, pourtant, tourna à l'orage. M. Faure parlant avec les intonations d'un paysan du Lot, M. Bourguiba s'était d'abord réjoui : *Il a plus d'accent que moi !* Mais la conversation obliqua vite sur la présence militaire française. Et le leader tunisien parla d'évacuation accélérée.

*Mais vous remettez en question des accords dont l'encre n'est pas encore sèche, fit Maurice Faure, agacé, et dont Mendès-France lui-même exigerait l'application ! — M. Mendès-France ? Il est très dépassé !* Le secrétaire d'Etat reprit le bateau, songeur. Et la campagne tunisienne pour le repli des troupes françaises reprit, plus hargneuse.

Au début de l'année 1957, la guerre d'Algérie n'est pas encore au premier plan des préoccupations de M. Bourguiba.

Vers la fin de l'année 1957, l'impact de l'Algérie sur la Tunisie va croître, tourner à la hantise, à l'obsession. Qui revenait aux premiers jours de 1958 en Tunisie n'y voyait plus que « l'arrière » de la guerre d'Algérie : entre temps, le F.L.N. ayant perdu la bataille d'Alger (où Abane Ramdane voulait

infliger à coups de bombes un autre Dien-Bien-Phu à la France), avait dû installer son état-major à Tunis, et replier ses réserves dans les provinces situées entre Tabarka et Gafsa.

Dans une interview accordée en décembre 1957 à Philippe Herreman, envoyé spécial du *Monde*, M. Bourguiba ayant parlé d'« aide militaire » aux insurgés algériens, les services d'information de Tunis firent démentir la formule. C'est une précaution qu'ils ne prenaient plus deux mois plus tard : car entre temps avait eu lieu l'affaire de Sakiet Sidi Youssef, qui devait modifier profondément bien des perspectives, et infléchir la pensée et la stratégie de Bourguiba. Car c'est le principe même d'une coopération avec la France qui sera alors, pour la première fois, remis en question — mais non renié.

### L'affaire de Sakiet

Le 11 janvier 1958, un dur accrochage, comme il s'en produit depuis un an sur la frontière algéro-tunisienne, a mis aux prises un détachement français commandé par le capitaine Allard et des éléments du F.L.N., débouchant du territoire tunisien, aux abords du village frontalier de Sakiet Sidi Youssef. Il y a plusieurs morts du côté français. Ce n'est pas la première fois. Mais ce qui est particulièrement grave, c'est que quatre Français ont été faits prisonniers et emmenés, assurent leurs camarades, en territoire tunisien (à Tunis, on affirme qu'ils sont en Algérie). L'opinion française s'émeut.

Le conseil des ministres décide l'envoi d'un émissaire chargé d'un message pour M. Bourguiba. Le général Buchalet est désigné. Un général ? Tunis fait aussitôt savoir que le président Bourguiba se refuserait à recevoir un militaire étranger. Doublié d'un membre du cabinet de M. Gaillard, alors président du Conseil, le général part néanmoins. Il sera éconduit. La mission tourne court, l'ambassadeur Georges Gorse est rappelé à Paris, et la tension monte d'autant. A Alger, certains milieux militaires réclament ouvertement qu'une « leçon » soit donnée à la Tunisie, qui viole ouvertement la neutralité à laquelle la contraint la loi internationale. Et il est bien vrai que nul gouvernement n'aurait toléré longtemps de la part d'un voisin l'attitude qui était alors celle de la Tunisie — mi-sympathie, mi-impuissance — dans le conflit algérien. Compte tenu d'une commune condition coloniale, de la fraternité arabo-musulmane, de la douloureuse situation des Algériens, tout ceci était humainement compréhensible. Cela n'était pas politiquement tolérable. Et moins par les gens qui conduisaient la guerre à Alger que par d'autres...

Le 8 février 1958, vers 9 h. 30, des bombardiers français lâchent des projectiles sur la partie tunisienne de ce même village de Sakiet Sidi Youssef où a eu lieu le sanglant accrochage du mois précédent. Quelques instants plus tôt, un tir a été dirigé, à partir du territoire tunisien, sur un appareil français, qui a dû faire un atterrissage forcé. Dans l'esprit du commandement aérien de Constantine, l'heure de la « leçon » est venue : le raid qu'il déclenche fait près de quatre-vingts morts, dont plusieurs enfants, une bombe étant tombée sur l'école, voisine d'une caserne occupée par le F.L.N.

En Tunisie, et dans le monde, l'émotion est extrême. M. Bourguiba proclame aussitôt que toute forme de présence militaire française en Tunisie est intolérable, qu'il exige l'évacuation immédiate de toutes les troupes étrangères, de Bizerte comme des autres bases.

Pour éviter l'examen de l'affaire par le Conseil de sécurité, Washington et Londres font accepter leur entremise par les gouvernements français et tunisien et envoient à Tunis Robert Murphy et Harold Beeley.

Habib Bourguiba avait-il saisi le sanglant incident du 8 février comme un prétexte pour se débarrasser de la présence militaire française, pour ouvrir le dossier de Bizerte, et plus généralement pour remettre en question l'ensemble de ses rapports avec la France ? Quelque chose dans son attitude permet-il de déceler une volonté de rupture, à partir d'une occasion longtemps attendue, et enfin offerte par une erreur du partenaire ? Nul n'était mieux placé que l'un des interlocuteurs anglo-saxons de M. Bourguiba, en ces heures décisives, pour y répondre.

Celui que nous avons interrogé écarte avec vigueur cette interprétation des faits. *Je n'ai jamais senti chez M. Bourguiba le désir de s'écarter de la France, l'empressement à saisir une occasion de rompre avec elle. Ce pour quoi il luttait, à ce moment, c'était à la fois pour la fin de la guerre d'Algérie, dont tout le monde pouvait constater qu'elle constituait pour son pays une menace de tous les instants, et pour l'évacuation des troupes françaises, dont il venait — bizarrement — de constater qu'elles étaient plus puissantes et nombreuses qu'il le croyait...*

*Mais s'agissant de la France, de ses rapports avec elle, je n'ai pas entendu de sa part la moindre parole de haine. Des critiques, bien sûr. Mais non de l'hostilité. Pour être franc, je vous dirai que je n'ai jamais rencontré, hors de France, un homme aussi français, et dans le monde arabe un homme aussi peu arabe... Habib Bourguiba m'est apparu comme un homme d'Etat méditerranéen de grande stature, dont le dépit secret était de ne pas faire partie du Parlement français, dont il connaît à fond les méandres et le climat, les hommes et les problèmes. Mais Tunisien avant tout, bien sûr !...*

Et ce fut, après le faible succès des « bons offices » la tempête sur Alger et le 13 mai, la venue au pouvoir du général de Gaulle. Et avec elle, un autre chapitre des relations entre Bourguiba et la France.

### Bourguiba et de Gaulle

Quelle déception que lui ait procurée l'instauration d'un pouvoir d'inspiration gaulliste à Tunis en 1943, Habib Bourguiba avait gardé une certaine admiration au chef de la France libre dont l'entretenait le capitaine Kurt au Fort Saint-Nicolas. Mais, essentiellement parlementaire d'inclination, de goût, de style, il n'avait jamais tenté de prendre contact, au cours de ses campagnes parisiennes, avec le chef du R.P.F., puis avec l'ermite de Colombey. Frappé par la lecture des *Mémoires de guerre*, il avait encouragé pourtant son ambassadeur à Paris, M. Masmoudi, à développer ses relations dans les milieux gaullistes. Si bien que, lorsqu'il dut, au lendemain de Sakiet, regagner Tunis, le diplomate tint à rendre visite, avant son départ, au général de Gaulle. Celui-ci lui fit assez bon accueil, lui déclarant de son plus grand air : *Il ne faut pas insulter l'avenir...* Formule qui avait vivement séduit M. Bourguiba, tout autant que M. Masmoudi.

À diverses reprises, M. Bourguiba avait laissé entendre que le général de Gaulle serait l'homme le mieux qualifié pour trouver, à l'ensemble des problèmes franco-maghrébins, une solution digne à la fois de la France et de ces peuples. Il y avait de sa part un « appel à de Gaulle ».

Le chef de l'Etat tunisien n'eut pas, dans un premier temps, à le regretter. Un des premiers gestes de la diplomatie gaulliste fut de signer avec Tunis, le 17 juin 1958, un accord entraînant l'évacuation de toutes les troupes françaises installées en Tunisie, à l'exclusion de celles de la base de Bizerte, dont le sort était réservé. Une négociation qui avait traîné des mois, dans l'amertume et la menace, sous la IV<sup>e</sup> Républi-

que, était réglée d'un trait de plume. M. Bourguiba, pour le coup, se crut devenu gaulliste, en dépit de ses amis de gauche français, et en dépit d'un certain télégramme à lui adressé par le général au lendemain de son accession au pouvoir, et qui était nettement moins amical que le message simultanément envoyé au roi du Maroc.

La majorité obtenue par de Gaulle en septembre 1958, la création de la Communauté, l'approbation donnée au système par M. Edgar Faure — qui reste l'homme politique français avec lequel M. Bourguiba se sent le plus d'affinités — les efforts tentés par le fondateur de la V<sup>e</sup> République pour rétablir la paix en Algérie, ont été autant d'éléments susceptibles de rapprocher M. Bourguiba du nouveau régime. Et lorsque le général désigna M. Jean-Marc Boegner, son conseiller diplomatique, pour succéder à Georges Gorse au poste de Tunis, le leader tunisien accueillit cette décision comme une marque d'intérêt particulier, comme un geste répondant à celui qu'il avait fait lui-même en envoyant son fils pour le représenter à Paris. Il fallut deux incidents ridicules — le déplacement d'un mur de la résidence de l'ambassadeur de France à la Marsa, d'abord, le refus du général de Gaulle de recevoir Habib Bourguiba junior ensuite — pour rompre cette naissante harmonie.

Mais de l'appel lancé par le général de Gaulle aux « chefs de l'organisation extérieure » algérienne, le 23 octobre 1958 à la proclamation du droit du peuple algérien à l'autodétermination, le 16 septembre 1959, et à la nouvelle invite lancée aux hommes du « G.P.R.A. » le 14 juin 1960, le président Bourguiba ne cessa pas pour autant de peser dans le sens d'une meilleure compréhension des thèses et des attitudes gaullistes par les dirigeants du F.L.N. *Moi, je serais aussitôt parti pour Orly...*, disait-il après l'une de ces initiatives du général. Et il n'est pas jusqu'au référendum de janvier 1961, si critiqué par ses amis de gauche français, qui n'ait donné au chef de l'Etat tunisien l'occasion d'une intervention éclatante en faveur de l'homme de l'Élysée. *C'est, décidément un gaulliste de gauche ! nous confiait alors, mi-riant, mi-fâché, M. Mendès-France. C'est curieux, de Gaulle, avec son culte de la grandeur, sa fierté, c'est surtout un diplomate, un manœuvrier. Il avance lentement, s'exagérant souvent l'obstacle, le contournant, rusant avec l'adversaire... C'est moins un homme de principe qu'un pragmatiste, un réaliste... Un étonnant mélange de grands principes et d'habileté sur les moyens, dans le cheminement...*

*Peut-être le rencontrerai-je enfin, un jour ? Cela m'intéresserait beaucoup...*, tels sont quelques-uns des propos que menait le président Bourguiba trois jours avant l'invitation lancée par le général de Gaulle au chargé d'affaires tunisien à Paris.

Mais, gaullisme ou non, gauche ou droite, il reste que l'attitude de M. Bourguiba par rapport à la France dépendra et définitivement, de la façon dont il sera mis fin à la guerre d'Algérie. Au bout de la route, la France pourrait retrouver à ses côtés le *combattant suprême*, avec ses violences, ses humeurs, ses foudrages, son appétit de gloire et ses crises de fureur, mais son talent, son courage, sa sincérité et tout ce qu'il a de français et de méditerranéen dans l'esprit, si elle savait donner en temps utile à une république démocratique algérienne la chance et les moyens de naître.

Alors se dessinerait cette grande construction franco-maghrébine dont Habib Bourguiba a si souvent parlé, et dont il serait l'un des animateurs prédestinés. Vingt-cinq ans de lutte pour la décolonisation auraient abouti à la « libre coopération » définie dès les premiers congrès du Néo-Destour.

Est-ce un rêve ?

Jean LACOUTURE.

## Edgar Morin nous parle de

### “ CHRONIQUE D'UN ÉTÉ ”

— Vous êtes, Edgar Morin, directeur d'« Arguments » rédacteur en chef de la « Revue française de Sociologie », auteur d'ouvrages de filmologie, et vous ajoutez à vos absorbantes activités celle de cinéaste. Vous venez, en effet, de réaliser un film avec l'auteur du célèbre « Moi un noir », Jean Rouch, qui est comme vous attaché au C.N.R.S. Pourquoi avez-vous eu l'idée de faire un film et quel genre de film ?

— Nous étions, avec Jean Rouch, au festival de film ethnographique de Florence en décembre 59. Je lui dis qu'il serait temps qu'il fasse un film sur les blancs. Je lui suggérai un film sur l'amour. A l'époque se préparait ce film pseudo-sociologique sur « la Française et l'Amour » et je rêvais d'un film qui soit, par lui-même, une vraie enquête sur l'amour.

Deux mois plus tard, nous nous rencontrions avec Rouch et ses amis pour examiner ce projet. Entre temps, j'avais pensé qu'il était trop difficile de faire un film vrai, c'est-à-dire sans fiction, sur un sujet aussi intime. Et je lui ai proposé ce simple thème « Comment vis-tu ? ». Cette question que nous poserions à des personnages de différents milieux sociaux serait en fin de compte une question posée au spectateur « Comment te débrouilles-tu avec la vie, que fais-tu de la vie ? »

Ce projet aurait pu rester un rêve. Mais Anatole Dauman, qui avec Philippe Lipschitz dirige Argos-Film (qui avait produit « Hiroshima, mon amour »), accepta de s'intéresser au projet, exposé en trois minutes. Nous décidons de procéder à des « essais » ; ces essais sont des dîners. Dans une pièce d'appartement, nous faisons un excellent dîner, Rouch, moi, l'opérateur, l'ingénieur du son, l'électricien et un des personnages que nous avons choisi. Une sympathie, une intimité se crée et à un moment donné, le dialogue commence. Rouch et moi nous nous livrons, non pas à une interview, mais à une discussion orientée où nous essayons de provoquer notre partenaire à parler de ce qui pour lui est essentiel dans sa vie, à nous révéler sa vérité. Ainsi nous avons dialogué avec trois ouvriers, après la sortie du travail, entre 1 et 3 heures du matin ; avec un ménage d'employés ; avec une secrétaire, un électricien, une ancienne déportée. Les résultats ont été pour nous tantôt débordants de vie, tantôt pathétiques. A certain moment, nous avons obtenu des confessions qui nous bouleversaient. Le producteur, séduit, décida d'entreprendre le film. En fait, le film était déjà ter-

*A la recherche de la vérité objective et subjective.*

miné, c'est-à-dire que nous avons obtenu l'essentiel de ce que nous cherchions. Mais nous ne le savions pas encore, ce qui fait que de mai à fin octobre 1960 nous avons tourné des kilomètres de pellicule toujours hantés par ces deux questions « Comment vis-tu ? », « Es-tu heureux ? ». Mais tout ce qui a été tourné par la suite ne prend son sens que par rapport à nos premiers tête-à-tête...

— Votre film est un film réaliste ? Est-il influencé d'une façon quelconque par l'école néo-réaliste italienne ?

— Notre effort est parent de tous les courants néo-réalistes et néo-documentaristes (comme le free-cinéma anglais, les films de Rogojin) et il s'inscrit dans la ligne des précédentes tentatives de Rouch. Mais, proche du documentaire en ce qu'il ne contient aucun élément de fiction, il s'en distingue pour tenter d'aller au cœur des problèmes personnels des gens. Disons : c'est du « cinéma-vérité », qui cherche la vérité objective et subjective.

— « Chronique d'un été » serait-il, malgré son titre évocateur de soleil et de vacances, un film de sociologue et de philosophe ?

— Est-ce un film de sociologue ? Il l'est au minimum, c'est-à-dire que nous avons voulu respecter la réalité que nous avons saisie, et également que nous avons voulu donner à notre entreprise une dimension sociale. Mais l'interrogation fondamentale qui est la nôtre, n'importe quel homme, n'importe quel cinéaste aurait pu la faire sienne. Nous avons voulu interroger les deux zones de la vie des gens, qui ne s'expriment jamais au cinéma : la vie de travail d'une part, la vie privée d'autre part. De plus, ce qui au départ était le moyen de notre entreprise nous apparaît aujourd'hui comme sa fin ; le moyen, c'était la communication : nous voulions communiquer avec nos personnages, les faire communiquer avec nous, pour faire ce film. Or maintenant c'est cette tentative de communication qui est presque l'essentiel de ce

film, ce sont ces rapports humains qui s'expriment à travers un dialogue tâtonnant. Ce qui nous a le plus émus, c'est que des gens dits « quelconques », grâce à notre caméra, ont pu trouver des moments d'inspiration pour parler de leurs problèmes essentiels et se sont révélés à nous, pathétiques.

Enfin je dirais qu'il y a plusieurs sens différents à notre film : c'est à la fois une enquête sur le bonheur, une enquête sur le travail, une enquête sur la solitude, une enquête sur les événements actuels, une tentative de dialogue ; nous nous sommes laissés emporter par notre tentative, nos personnages et aussi l'improvisation.

— Vous avez beaucoup écrit sur le cinéma, vous êtes maintenant coauteur d'une œuvre cinématographique. Vos jugements sur le cinéma se trouvent-ils modifiés par votre expérience de metteur en scène ?

— Maintenant je comprends mieux le travail collectif qu'est un film : j'ai l'expérience de ce climat d'hystérie, de folie presque, qui est celui de la gestation d'un film (surtout un film improvisé comme le nôtre). D'autre part, je me suis initié au montage et je suis maintenant passionné par toutes les questions de montage.

Un mouvement pour découvrir autrui par l'amitié.

— Comment votre film se situe-t-il par rapport à ce qu'on a appelé « La nouvelle vague » ? J'aimerais qu'à propos de cette question, vous m'indiquiez votre sentiment sur le jeune cinéma français.

— Il y a dans la nouvelle vague des éléments de cinémativité, notamment dans un passage bouleversant des « 400 coups » (l'interrogatoire de l'enfant par une psychologue) et dans l'atmosphère des films de Godard. Mais notre entreprise est marginale par rapport à la nouvelle vague.

Le jeune cinéma français suit deux voies de renouvellement, apparemment antagonistes mais l'une et l'autre nécessaires à tout renouvellement : d'une part une recherche de plus de vérité (vérité des dialogues, d'attitudes, des gestes, des comportements), d'autre part une recherche de style, de stylisation, d'esthétisme. Le renouvellement est amorcé dans chacune de ces deux voies. Mais il devrait être poursuivi sinon la nouvelle vague se résorbera dans le cinéma commercial ; mais ce qui restera, c'est un secteur pour le cinéma d'auteurs.

— Avez-vous choisi des acteurs professionnels ou des amateurs pour interpréter « Chronique d'un Été » ?

— Evidemment, nous n'avions pas d'acteurs professionnels. Pas d'acteurs du tout ; tout ce qui a été tourné n'a pas été joué mais vécu.

— Votre passage par le marxisme a-t-il marqué votre film et, si oui, dans quelle mesure ? Toutes préoccupations d'ordre moral et spirituel sont-elles exclues de « Chronique d'un Été » ?

— Mon souci des problèmes de travail, mon souci de leur dimension historique et sociale, ma tendance à aller vers tout ce qui est « critique sociale » relèvent évidemment de ma formation marxiste. Mais je pense que j'ai été orienté par des préoccupations étrangères au dogmatisme des marxistes actuels. Ce film est avant tout questionnant. Il voudrait que le spectateur se questionne lui-même et se dise « qu'est-ce que je fais de ma vie » et qu'il résiste contre tout ce qui dégrade sa vie, qu'il ne se résigne pas à la médiocrité, à la grisaille, à l'automatisme, qu'il lutte pour rester lui-même. La morale qui se dégage de ce film, je l'ai dit tout à l'heure ; c'est qu'en chaque homme qui serait pris dans la foule, il y a quelque chose d'émouvant, d'admirable, de fraternel, enfoui sous la croûte des automatismes quotidiens, et que c'est ce quelque chose qu'il faut révéler, sauvegarder, entretenir, épanouir. Et la morale même de notre effort, elle n'est pas seulement de connaissance sociologique, elle est dans le mouvement même pour découvrir autrui, par l'amitié.

Un dernier mot : nous devons faire un film de durée normale (moins de deux heures) avec un « matériel » de vingt-cinq heures de pellicule. Le temps de notre film est un temps vécu, différent des temps cinématographiques. Réussirons-nous à faire un film de deux heures où ne se perde pas la substance même de ce qui a été tourné ? Nous l'essayons, mais le montage nous pose de très graves problèmes !

## LE DOSSIER DE LA MUSIQUE SOVIÉTIQUE

LES parisiens viennent d'assister à la création française du *Concerto pour violoncelle et orchestre* de Dimitri Chostakovitch, une des œuvres les plus récentes du compositeur russe. Ce *Concerto*, qui vient, par ailleurs, d'être enregistré par son dédicataire, l'extraordinaire violoncelliste Mstislav Rostropovitch (1), est une partition de musique pure qui semble annoncer une nouvelle orientation de l'esthétique de Chostakovitch, orientation moins conventionnelle, plus consciente de l'évolution musicale de notre siècle. On peut interroger la portée de cette indication et, à cette occasion, faire le point sur ce problème brûlant politico-musical : grandeur et servitude de l'art dirigé en Union Soviétique.

La douloureuse question de l'artiste soviétique ne s'est pas posée aux premières heures du nouveau régime et sous l'ère léniniste. Au contraire, pendant une quinzaine d'années après la révolution d'octobre, la Russie fut un pays de cocagne pour les compositeurs curieux en quête d'aventures musicales. Tout était permis : l'art « avancé » paraissait indispensable au fonctionnement d'une société qui se voulait socialement « avancée ». Mais les dirigeants soviétiques, qui étaient favorables à ces tendances révolutionnaires avaient alors oublié que les règles musicales et sociales ne peuvent être confondues. La musique européenne savante qui est, depuis quelques siècles, un art « aristocratique » ne peut atteindre les masses en poursuivant une évolution logique. Il est normal qu'un public étendu considère les recherches d'avant-garde comme des jeux stériles et les condamne (ou, du moins, s'en détache). Il est normal que quelques doctrinaires soviétiques, émus par cette situation aient décidé de mettre un frein à l'audace — un peu désordonnée, il faut l'avouer — des compositeurs russes, ceci avec la méthode forte nécessaire à la bonne marche du régime.

En 1931, Paul Weiss déclare au nom de l'« Association des musiciens prolétariens » : « L'art prolétarien ne doit pas être « au-dessus de la mêlée », mais doit y participer. Il doit être réaliste ». Les attaques dirigées contre l'art formaliste et dégénéré, l'apologie de la musique réaliste, exaltante, destinée aux peuples, deviennent la règle. Les Chostakovitch, les Miaskovski, les Khatchaturian (et, plus tard, un Prokofiev) sont obligés de se soumettre ; de temps à autre, ils ont droit à de sévères avertissements, notamment en 1948 lorsqu'un Arrêté du Comité Central du P. C. en date, du 10 février dénonce une « orien-

D. Chostakovitch  
*La douloureuse question de l'artiste soviétique.*

tation formaliste et anti-populaire... manifeste dans les œuvres de compositeurs tels que D. Chostakovitch, P. Prokofiev, A. Khatchaturian, V. Chebaline, G. Popov, N. Miaskovski, etc... dont l'œuvre révèle de façon particulièrement évidente certaines déviations formalistes, des tendances musicales anti-démocratiques, étrangères au peuple soviétique et à ses goûts artistiques ». En 1948, ces attaques sont liées à la publication du célèbre manifeste d'Andréï Jdanov « Sur la littérature, la philosophie et la musique ».

On connaît l'aisance avec laquelle l'homme soviétique opère un volte-face. Du pacte germano-soviétique au réalisme musical, c'est toujours le même processus. Ainsi, en 1958, dix ans après les condamnations du P.C., un nouvel arrêté (du P.C., bien entendu) déclare :

« Les compositeurs de talent, D. Chostakovitch, S. Prokofiev, A. Khatchaturian, V. Chebaline, G. Popov, N. Miaskovski et d'autres, dont certaines œuvres reflétaient des tendances erronées, furent accusés gratuitement de représenter un courant formaliste anti-populaire. (...) Certains jugements erronés, formulés dans l'arrêté en question, traduisaient chez J.-V. Staline une conception subjective de plusieurs œuvres d'art (...). Or, comme on le sait, dans ces questions-là également, Molotov, Malenkov et Béria exerçaient une influence tout à fait fâcheuse sur Staline ». (2) :

La déstalinisation musicale est-elle effective ? Le temps des fresques édifiantes, des cantates pour le reboisement des forêts est-il en voie d'achèvement ? Seuls quelques signes de dégel paraissent l'indiquer (tel ce *Concerto pour violoncelle* de Chostakovitch, tel ce Festival de Varsovie en 1959 où furent présentées des œuvres de Pierre Boulez). Mais, quelles que soient les solutions adoptées actuellement, la question demeure en suspens : entre un art des masses, basé sur le diktat et l'ignorance de l'évolution musicale et un art aristocratique, raffiné, hermétique, la porte est étroite... ; elle ne s'entrouve qu'avec le génie, et les génies sont rares, même en U.R.S.S.

CLAUDE SAMUEL.

(1) Philips-Réalités C 29.

(2) Arrêté du Comité Central du P.C.U.S. du 28-5-58 publié dans « La Pravda » du 8-6-58.

# Une idée neuve : la démocratie

de Joseph ROVAN

La parution du livre de J. Rován (1), dont **France-Forum** (2) a publié les bonnes feuilles, est un événement politique qu'il convient de célébrer avec tout l'éclat qu'il mérite. La démocratie qui, en d'autres temps s'était attirée tant de haines, ne suscite plus de nos jours chez ses adversaires qu'ironie méprisante. Certains d'entre eux peuvent déjà se réjouir à l'idée que, dans un monde préoccupé avant tout d'efficacité et de technique, la flamme démocratique risque de s'éteindre définitivement dans l'indifférence générale. Parmi les derniers démocrates, quelques-uns vacillent, d'autres s'épuisent dans les obscures querelles qui les divisent et achèvent de les discréditer à l'extérieur, beaucoup sont désespérés.

Alors Rován paraît. Homme de gauche, ayant tour à tour adhéré à « l'anarchisme sentimental » des auberges de jeunesse, à « l'antifascisme militant de la Résistance », à « la tentation marxiste de la Libération qui croyait possible de donner un sens temporel univoque à l'histoire », il se présente d'abord comme un disciple d'Emmanuel Mounier, le fondateur d'« Esprit ». Mais son originalité tient surtout au robuste optimisme qui l'habite et que son brillant essai a pour objet de justifier en raison. Force est de reconnaître que l'exposé est, dans l'ensemble, convaincant.

Pour Rován, la démocratie, en effet est une idée neuve, plus exactement, c'est une idée qui, contrairement à l'opinion générale, ne s'est pas encore incarnée. « Le plus clair de nos institutions nous vient... de la dictature consulaire et impériale et surtout des monarchies censitaires » (p. 18) : nos Républiques parlementaires ont toutes été taillées à la mesure de la nation réelle de 1830, c'est-à-dire à la mesure du petit nombre de notables qui étaient alors, au sein d'une masse amorphe et indifférente, les seuls capables de s'éveiller à la conscience collective et politique.

Peu à peu, le divorce s'est accentué entre les constitutions toutes plus ou moins calquées sur le même modèle, et l'évolution sociale et culturelle favorisant la diffusion à travers des couches de population toujours plus nombreuses du besoin de **participer** effectivement à la vie nationale. Rován voit dans le « décalage croissant » la cause des multiples secousses politiques de notre histoire intérieure au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle jusqu'au 13 mai 1958 où les superstructures constitutionnelles, devenues totalement artificielles, se sont volatilisées sans que quiconque dans le pays esquissât un geste de défense.

Sans doute des expériences de démocratie totale comme celles de la Commune de 1871 avaient-elles été tentées. Mais elles étaient en avance sur leur temps et leur échec n'a pas peu contribué à faire naître la doctrine du « détour nécessaire par la dictature » : « C'est Galiffet qui a fait Lénine » (p. 33). Aujourd'hui, en revanche, pour Rován, les temps sont mûrs : l'évolution technique et sociale étend largement le champ de la vie collective et favorise l'apparition de « nouveaux notables » beaucoup plus nombreux que ceux du siècle dernier ; animateurs et responsables de syndicats, de professions, d'associations familiales, etc.

Il reste à accélérer le mouvement et à mettre le régime politique en accord avec les faits. La véritable démocratie peut aujourd'hui être réalisée, à condition de créer des institutions offrant au plus grand nombre la possibilité de « parti-

ciper » aux responsabilités des divers échelons, politiques et économiques, centraux et régionaux. Ce qui suppose une réforme profonde des systèmes en vigueur d'éducation et de formation, d'autant plus que le monde d'aujourd'hui est mouvant et qu'il importe dès lors de développer au plus haut point chez tous les facultés d'adaptation. Les problèmes de planification, c'est-à-dire de prévision et de maîtrise des évolutions inévitables ou souhaitables, doivent prendre le pas désormais sur ceux de la Constitution et de la Loi, si importants à l'époque où le monde paraissait immobile.

Mais il serait vain de prétendre résumer toutes les thèses d'un livre extrêmement riche et qui souligne parfois d'une lumière crue tout ce que nos institutions (parmi elles, Rován n'hésite pas à placer les Préfets et le Conseil d'Etat) et nos mœurs peuvent avoir d'antidémocratique. « L'existence d'un secteur d'activité dépourvu d'organes d'autonomie et de participation devra un jour apparaître comme une incongruité... » (p. 182).

Beaucoup des opinions avancées mériteraient discussion. Certains problèmes peuvent paraître insuffisamment résolus, ou à peine soulevés. J. Rován a lui-même conscience : son but est de communiquer aux démocrates sa confiance et, don plus précieux, de nouveaux points de départ à leurs raisonnements et à leurs constructions. Il croit beaucoup à l'efficacité des équipes, des « teams » de recherche et de réflexion. Tel est bien l'objectif poursuivi à « France-Forum » et en d'autres lieux depuis quelque temps. Nul doute qu'à cet égard la publication de ce livre constitue une opération de relance particulièrement opportune.

Jean AUBRY.

## De la dictature

de Maurice DUVERGER

Ce petit livre est le produit d'un croisement : plus exactement il est né de la conjonction ou de l'intersection de deux desseins, de nature assez différente et de portée inégale. Le plus ample visait à édifier une théorie générale de la dictature : poussé à son terme il nous eût doté d'un ouvrage qui eût été le pendant des Partis politiques, ce maître livre dont dix années n'ont pas périmé les analyses. Le second projet se limitait à l'actualité politique française en 1960 : notre pays était-il mûr pour la dictature militaire ? A ce mélange les fidèles de la distinction des genres ne trouveront pas leur compte : ils auront beau jeu à souligner les ruptures de ton, les sautes du général en particulier, les généralisations reposant sur des bases trop étroites. Mais cette tentative de contrepoint entre la réflexion spéculative et le commentaire de l'actualité, le dialogue chez le même auteur entre le professeur et le journaliste nous valent des distinctions éclairantes et des interprétations suggestives.

Le lecteur familier des écrits ou des articles de Maurice Duverger retrouvera dans son dernier livre deux traits de sa personnalité intellectuelle qui sont au principe de ses analyses les plus neuves et les plus fécondes. En premier lieu le sentiment très vif de la diversité des expériences historiques qu'il essaie de ramener à quelques types majeurs dont les cas particuliers sont autant d'applications. En l'occurrence il distingue deux sortes de dictature, **les dictatures sociologiques** dont l'apparition trouve ses causes dans la situation générale ; et **les dictatures appelées techniques** — d'un vocabulaire qui n'est pas très heureux, simples accidents suscités de l'extérieur. Le principe même de cette distinction fondamentale souligne le second trait caractéristique de la démarche de Duverger : le souci de replacer les formes politiques dans le contexte le plus large possible. Ici le contexte associe les données

(1) Aux éditions du Seuil.

(2) N° 30 - Février 1961.



socio-économiques et les facteurs psychologiques. Duverger croit discerner que l'apparition des dictatures sociologiques coïncide soit avec une crise des structures — rupture d'équilibre, inégalité des classes, décalage entre les institutions et la société — soit avec une crise des croyances issue d'un conflit de légitimité. En dehors de ces circonstances il n'y a ni chance ni avenir pour la dictature.

L'étude de la situation française à la lumière de cette classification révèle que jamais notre pays n'a été aussi peu mûr pour la dictature: Il ne souffre d'aucune crise de structure: l'évolution technique, l'essor économique, l'expansion résolvent en douceur les problèmes de développement. Il ne connaît plus de crise de croyances comparable à celles qui le déchiraient naguère encore: une sorte de consensus serait en passe de s'établir entre tous les Français sur presque tout: Même si l'on juge ce tableau un peu embelli, si l'on trouve la classification trop schématique, la conclusion s'impose: la dictature ne résoudrait aucun des problèmes posés à la France, elle ne ferait que les aggraver. Salulaire avertissement à qui se laisserait tenter par les solutions extrêmes.

René REMOND.

Julliard

## De Wilson à Roosevelt

de J.-B. DUROSELLE

L'ONCLE Sam n'a pas toujours pris pour l'homme du vieux monde la figure volontaire et le style dynamique de John Kennedy. De Wilson à Roosevelt, à travers les portraits d'hommes d'Etat le plus souvent remarquables et l'analyse approfondie et scientifique des événements, c'est la métamorphose d'un peuple que nous fait vivre le livre de M. Duroselle.

Pendant la première moitié de ce siècle sous la pression d'événements extérieurs, les Etats-Unis abandonnent leur isolationnisme traditionnel, dans un mouvement de flux et de reflux qui sert de trame à l'analyse historique.

A la première vague interventionniste du début du siècle caractérisée par la diplomatie au dollar succède au début de la première guerre mondiale une brève phase de repli. Nouvelle marée montante d'internationalisme sous l'impulsion de la pensée idéaliste de Wilson. Mais les Etats-Unis refusent de suivre leur président sur cette voie trop hardie. L'opinion américaine entraîne les gouvernements successifs vers le nationalisme des années 20, et, après la crise, l'isolationnisme des années 30. Le monde continue cependant à marcher avec le triomphe des idéologies de force. Il faudra la débâcle française pour qu'un nouveau flot d'internationalisme amène les Etats-Unis à aider les démocraties européennes. A la mort de Roosevelt, les Etats-Unis s'étaient engagés d'une manière irréversible dans une politique extérieure active, l'oncle Sam avait installé ses quartiers un peu partout dans le monde et avait la ferme volonté d'y jouer désormais son rôle.

L'auteur essaie d'expliquer ces diverses phases en termes de doctrine et de leadership. Les hommes politiques américains avaient-ils une doctrine de politique extérieure? Ont-ils su entraîner leur peuple dans la voie qu'ils avaient fixée. Wilson portait en lui une doctrine, mais il ne fut pas un leader. Quant aux gouvernements suivants, même dirigés par des hommes de valeur, ils se sont laissés entraîner par le courant populaire. Il faut attendre Roosevelt pour retrouver un leader. Mais ce leader a-t-il eu une doctrine? Son système manqua sans doute de cohésion, et fut teinté d'opportunisme, mais

qui sait pourtant, si sa mort n'a pas été la date d'un premier recul de l'Occident.

Quoiqu'il en soit de l'action d'un homme, on retrouve dans la politique extérieure des Etats-Unis plusieurs courants sous-jacents parfois contradictoires, parfois convergents. Plus qu'en tout autre domaine, on sent ici le poids des traditions, et toute cette histoire revécue d'année en année témoigne qu'elle porte en germe les données de l'équilibre mondial actuel, les forces et les faiblesses de toute la politique américaine.

Le premier courant caractérisé par le pragmatisme des méthodes consiste simplement dans la défense des intérêts américains. Au début du siècle, il fut illustré par la diplomatie du dollar; les intérêts américains à l'étranger font appel à la politique de leur gouvernement pour les soutenir, et le gouvernement agit auprès des Etats étrangers pour ouvrir ces pays aux capitaux américains. Après la guerre, la prospérité permit une nouvelle expansion économique extérieure, et amena les dirigeants américains à définir les normes pour les investissements à l'étranger, ce qui permettait d'utiliser « sur le plan diplomatique le plus puissant moyen de pression que constituait l'accord ou le refus d'une grosse somme à un pays ».

Les intérêts américains ne furent pas absents des préoccupations de Roosevelt à Yalta; c'est encore pour leur défense que ne furent pas annulées les dettes de guerre: ils guidèrent la politique empirique des Etats-Unis, sur le continent américain. Cela prouve simplement la puissance des forces économiques et les liens étroits tissés entre elles et le Pouvoir.

La politique étrangère des Etats-Unis s'enracine tout aussi bien dans une tradition moraliste. Les Américains ont toujours cru qu'ils pourraient concilier leur idéal et leur intérêt national. Pour un Wilson cependant les intérêts matériels devaient être subordonnés aux principes moraux supérieurs, l'Amérique devait aider à l'établissement d'une juste démocratie à travers le monde; il a cru « à une mission humaine des Etats-Unis ».

Le même idéalisme apparaît de nouveau avec le vaste mouvement pour la Paix et la prolifération d'organismes pacifistes. Le pacte Briand-Kellog, condamna la guerre « Pour la solution des conflits internationaux »; l'Amérique se trouva à nouveau en sécurité.

Enfin toute la politique extérieure des Etats-Unis est conditionnée par la vieille tradition d'isolement remontant à la déclaration de Monroe et au discours d'adieu de Washington.

Sous l'influence de ces différents courants s'est peu à peu créée une mentalité américaine et sans doute est-ce ce qui reste le plus actuel de cette histoire. Les options ont été parfois fondamentalement opposées mais « comme ce peuple possède la vertu qui consiste à savoir toujours confondre sa cause avec la grande cause de l'humanité, il a gardé la conviction profonde qu'il était resté juste et qu'il avait eu raison ».

L'oncle Sam a changé de visage; peut-il avoir toujours la même conscience qu'autrefois?

Jacques BLOT.

Armand Colin

## Histoire de la bourgeoisie en France

de Régine PERNOD

QU'EST-CE qu'un Bourgeois? Le terme est ambigu et a prêté à des définitions diverses. La méthode à laquelle Régine Pernoud est excellente, elle a le mérite et l'intérêt de

reconstituer la vie passionnante du passé et de ressusciter les principaux événements politiques, économiques, sociaux en ne les séparant pas des grands courants de la littérature, des arts, de la pensée. Régine Pernoud s'attache en effet à suivre tout au long de l'Histoire de France (sans pour autant ignorer ce qui se passe en Europe) l'évolution de cette catégorie sociale nommée « bourgeoisie » dont la mentalité, les habitudes, les façons de vivre, les choix politiques et intellectuels exercèrent une influence décisive sur les orientations et le développement de notre pays. Le premier volume est consacré à l'histoire de la bourgeoisie française depuis les temps féodaux jusqu'à la Renaissance, un second volume traitera de la période qui s'étend du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. On est trop enclin lorsqu'on parle des « bourgeois » à évoquer d'abord Louis-Philippe et Guizot, l'univers impitoyable de Balzac et le conseil fameux : « Enrichissez-vous ». Régine Pernoud rappelle que le mot bourgeois, *burgensis*, dont la racine est germanique, apparaît pour la première fois dans une charte de l'An 1007. Le bourgeois c'est à l'origine l'homme qui a quitté la terre pour s'installer dans un bourg, c'est l'artisan, le marchand, le commerçant qui au lieu de travailler dans les champs, vend, achète, fabrique, échange, pratique le négoce, crée l'économie de profit. Dans la société médiévale, le bourgeois est un homme qui a le goût de la liberté, qui prend des risques, qui fonde les premières communes libres, qui paie pour la construction des églises et des cathédrales, qui édifie et entretient les hôpitaux, qui détermine le prodigieux essor des villes-marchandes dont la naissance ressemble à la poussée des villes-champignons aux Etats-Unis du XIX<sup>e</sup> siècle, qui va sur les mers lointaines chercher des épices. Le souci du « bien commun » domine toute l'économie « bonne et loyale » du Moyen Age. L'usure est interdite par l'Eglise qui lui oppose le principe du juste prix. Les rapports entre patrons et ouvriers conservent un caractère humain et familial jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle tragiquement ensanglanté par des émeutes et des troubles dans les régions industrielles. L'auteur met en relief l'importance du rôle joué par un Etienne Marcel et un Jacques Cœur, personnalités hors-série dont les entreprises mouvementées et courageuses aident la bourgeoisie à prendre conscience de sa jeune force et à ne pas craindre d'entrer en conflit fréquent avec le pouvoir royal. Nous découvrons ainsi qu'à ses débuts l'histoire de la bourgeoisie avait en France un parfum d'aventure et de générosité, parfum qui s'éventra en décades en décades...

Sous le régime de Philippe Le Bel la bourgeoisie fournit les légistes qui élaborent une mystique de l'Etat et qui à la

faveur des graves désaccords avec le Saint Siege tentent de « remplacer la religion du Pape par la religion du Roi ». Avec Louis XI et la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, l'idée de Nation se fortifie en même temps que se forme un Etat centralisé s'appuyant sur le bourgeois qui trouve dans les rouages de l'administration monarchique et dans le Parlement source d'honneurs et de profits. La bourgeoisie cesse d'être un monde en perpétuel remaniement, elle tend à se stabiliser et elle consolide sa puissance financière.

Le XVI<sup>e</sup> siècle voit l'avènement du grand capitalisme commercial et l'ascension de la classe bourgeoise. Banquiers, financiers, hommes d'affaires lancent des opérations qui rapportent des bénéfices énormes, ils bâtissent des fortunes insolentes et deviennent les prêteurs des rois. L'organisation des « métiers » marque aussi un glissement vers une forme d'industrie capitaliste. Parallèlement à leurs activités commerciales, industrielles, bancaires, les bourgeois acquièrent ou constituent d'immenses domaines qui se substituent à la propriété foncière noble et surtout paysanne. La terre n'est plus ce qu'on cultive et ce dont on vit mais un moyen d'augmenter revenus et rentes. Les révoltes et les colères du petit peuple se briseront désormais contre une bourgeoisie triomphante, dure, âpre au gain, dynamique.

La position prise par la Réforme et précisément par Calvin à l'égard du prêt à intérêt et de l'accumulation des richesses, se révèle plus conforme aux aspirations des bourgeois prospères, préoccupés de garder bonne conscience, que la doctrine de l'Eglise Catholique; ce qui a permis à l'historien anglais Tawney d'affirmer que « Calvin fit pour la bourgeoisie du XVI<sup>e</sup> siècle ce que Marx fit pour le prolétariat du XIX<sup>e</sup> ». En effet, tandis que le Pape condamne le paiement d'un intérêt fixe et automatique ainsi que tout monopole et accaparement d'argent, Calvin combat seulement « le mauvais usage des richesses à des fins d'ostentation et d'égoïsme ».

L'ouvrage — très agréablement écrit — de Régine Pernoud est bourré d'idées et de faits, il contient évidemment des images plus précises, des observations plus originales, des analyses plus approfondies et plus nuancées que celles dont nous n'avons pu donner qu'un aperçu très sommaire. Nous espérons ne pas attendre trop longtemps le deuxième tome qui décrira l'apogée de la bourgeoisie « prenant en main non seulement les destinées économiques mais politiques et morales de la nation française ».

Henri BOURBON.

Editions du Seuil.



# Les hérétiques

par Etienne BORNE

L'APPAREIL de cette église séculaire qu'est un parti communiste ne cesse de fonctionner comme une machine à définir l'orthodoxie et à retrancher les hérétiques. C'est ainsi que Laurent Casanova et Michel Servin sont accusés de professer une doctrine gâtée d'éclectisme et d'avoir un comportement fâcheusement opportuniste, ce qui les met en dehors de la vérité établie. La nouvelle a de quoi surprendre. Laurent Casanova avait dans le Parti la responsabilité des affaires culturelles et il s'était longtemps appliqué à jouer le personnage d'un Jdanov français, surveillant les intellectuels dont il avait la charge avec une vigilance toute stalinienne ; la manière qu'il avait d'incliner sous la dictature du dogme le sens propre de ses ouailles avait contraint à la rupture discrète ou éclatante le plus grand nombre des écrivains ou des savants qui rallièrent le communisme dans le climat de la Libération. Et ce professionnel de la dureté, qui à derrière lui une belle carrière d'inquisiteur, est soudainement convaincu de se complaire dans une mollesse d'oreiller ou d'édredon. Quant à Michel Servin, qui passait parfois pour le dauphin de Maurice Thorez, il assumait des tâches d'organisation à l'échelon le plus élevé et surtout, il assurait la présence du Parti dans ce Mouvement de la Paix que le communisme international enveloppait d'une maternelle tendresse : missions de confiance entre toutes et incompatibles avec la médiocrité de la conviction.

QUELQUES dissidents du communisme, qui nourris dans le sérail en connaissent les détours, avancent que les cas de l'un et l'autre hérétiques seraient au total assez différents et que si on les pousse dans la même charrette, c'est en vertu de ce principe de l'amalgame, cher à la justice révolutionnaire de Fouquier-Tinville à Vichynski. Hypothèse difficile à vérifier puisque les explications des accusés, pudiquement soustraites à la curiosité publique, ne sont connues que par le réquisitoire des accusateurs. Il semble cependant, ce qui suffit à les mettre dans le même sac, que Laurent Casanova et Michel Servin, qui menaient des campagnes d'évangélisation dans les plus proches gentilités, aient pris goût à l'air trop libre qu'on y respire. La subtile Grèce en passe d'être annexée a conquis ces farouches Romains. Casanova et Servin, devenant plus analystes que prédicateurs, découvraient dans le phénomène gaulliste des complexités et des contradictions utilisables dans la lutte contre le régime. Ils avaient de moins en moins d'objections contre une plus

large gauche, dans laquelle le Parti aurait sa place, mais sans y jouer ce rôle de fédérateur soupçonneux qui réduit tout allié à la condition de satellite. Et comme il ne saurait y avoir dans le monde communiste de propos qui ne s'appuie sur la sécurité des textes et des références, Casanova et Servin invoquaient le XX<sup>e</sup> Congrès, la fin du culte de la personnalité et le dégel khrouchtchévien pour contester du dedans l'immobilisme thorézien.

EN vain. Maurice Thorez a fait la preuve une fois de plus qu'il est le chef indéracinable du parti communiste français et qu'on se brise à essayer de le contredire. Par décision suprême les hérétiques ont été réfutés et par une argumentation qui reproduit servilement la lettre du catéchisme : Marx, Engels et Lénine réunis démontrent que le général de Gaulle n'est rien d'autre qu'un képi au service du grand capital monopoliste. La petite gauche intellectuelle qui prétend se faire aussi grosse que le bœuf communiste et traiter d'égal à égal avec lui n'est capable que d'un vain bavardage révolutionnaire et il faut renvoyer à leur marais ces grenouilles de « l'Express », de « France-Observateur » et du P.S.U. puisqu'il est acquis qu'on devient hérétique en les prenant au sérieux. Tout se passe comme si le parti communiste avait peur de se défaire en se refaisant. Un dogmatisme aussi sommaire, et peut-être plus chinois que russe, pourrait bien exprimer quelque incertitude de soi précisément refoulée. Une église est vivante lorsqu'elle est plus prête aux conciles qu'aux excommunications.

L'APPAREIL du Parti fait passer Casanova et Servin pour des hérétiques de droite alors qu'ils entendaient vraisemblablement prévenir et devancer ce débordement du communisme par la gauche qui hante les songeries de quelques intellectuels avancés. Même s'il y avait du mythe dans cette ambition, et dans ce cas la répression thorézienne serait politique dans son sectarisme, il reste qu'une entreprise de renouvellement d'un grand parti vient d'échouer, ce qui fait par delà les problèmes propres au communisme, un singulier signe des temps. Bien d'autres groupements politiques et sociaux connaissent la même dramatique alternative d'une orthodoxie conservatrice qui les maintient dans l'hibernation et l'inefficacité et de l'aventure hérétique qui les exposerait à l'éclatement. Quelle est cette tête de Méduse qui pétrifie tout ce qu'elle regarde sans doute en persuadant chacun que le mouvement tue ?